

N°65 PARIS2012 *Le rebond devient plongeon !* *Le vrai faux plan de développement du sport évitera tout juste qu'on touche le fond...*

Dette ou pas dette... il n'y a que les promesses qui s'évanouissent !

Il faut investir dans l'éducation, c'est évident, il suffit d'observer le malaise dit des « banlieues ». Il faut investir dans la solidarité, c'est évident au vu du nombre de chômeurs, rmistes et « sans-domicile-fixe ». Il faut maîtriser nos dépenses, c'est un truisme, quel sens aurait l'expression « il faut dilapider l'argent ». Il faut diminuer notre dette nationale, cela paraît évident...

Oui mais comment ?

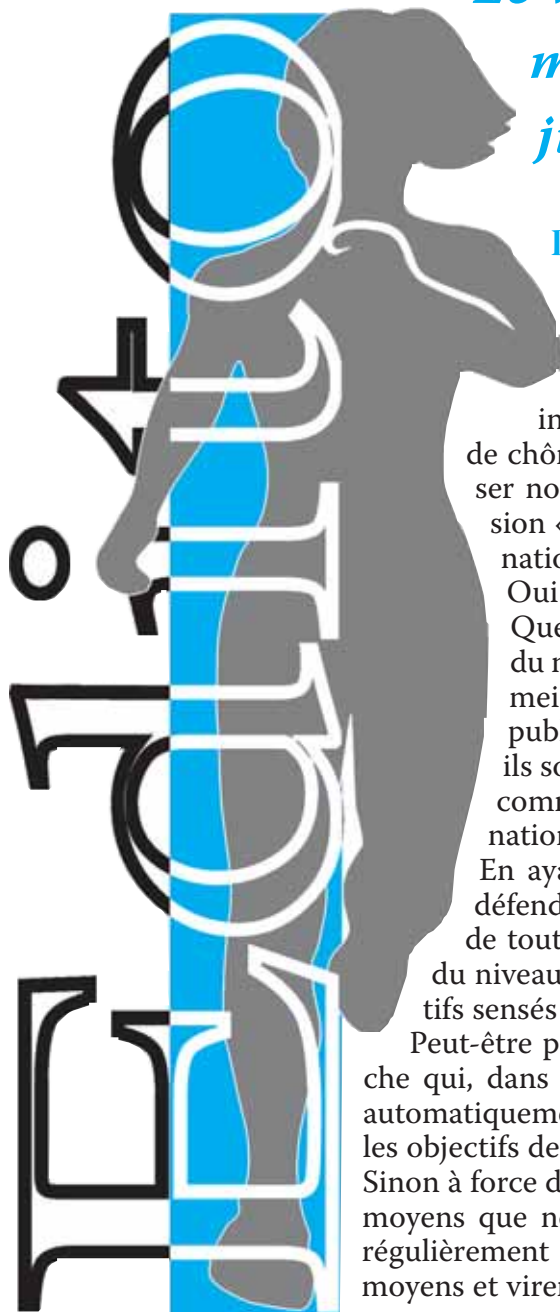
Que nous, ceux qu'on appelle les Français moyens, ayons du mal à choisir et arbitrer entre notre espoir en une société meilleure et une utilisation rationnée de nos moyens publics, c'est compréhensible. Mais que nos responsables - ils sont fiers qu'on les appelle comme cela - crient aux loups comme des vierges effarouchées face à la hauteur de la dette nationale, c'est vraiment indécent.

En ayant l'exclusivité, que le parlement et le gouvernement défendent bec et ongles, de l'adoption et de la mise en œuvre de toutes les mesures, ils sont bien les premiers responsables du niveau de cette dette et de l'inefficacité des multiples dispositifs sensés la résorber. Et cela à tour de rôle depuis trente ans...

Peut-être pourraient-ils nous surprendre en adoptant une démarche qui, dans l'esprit de la LOLF qu'ils ont tous votée, entraînerait automatiquement leur démission à chaque fois qu'ils n'atteignent pas les objectifs de performance qu'ils se sont fixés ?

Sinon à force de nous culpabiliser sans montrer l'exemple, les Français moyens que nous sommes, que l'on a parfois traité de veaux, mais régulièrement pris pour des cons, pourrions réagir en bons sportifs moyens et virer les entraîneurs...

Jean-Paul Krumbholz



<i>Conseil National de Reims</i>	3 - 7
<i>Atelier CTPS</i>	4
<i>Atelier Vie régionale</i>	5
<i>L'Europe et nos métiers</i>	6
<i>Corpo</i>	8 - 23
<i>A propos des CAP</i>	8 - 23
<i>Ajustements de rentrée, liste d'aptitude, intégrations</i> <i>affectation des stagiaires, liste d'avancement d'échelon</i>	
<i>Promo D. Stolzenberg CTPS</i>	12 - 14
<i>Indicateurs de performances</i>	12 - 13
<i>Cette liste tant attendue</i>	14
<i>Actualités</i>	15- 28
<i>Daniel Stolzenberg</i>	15
<i>Cette montagne qu'il aimait tant</i>	16
<i>Le rebond post "Paris 2012" très amorti</i>	17
<i>Plan de développement du sport</i>	18
<i>Le décret CTS adopté</i>	19
<i>La journée de solidarité 2006 et le CNDS</i>	20
<i>Chantiers réglementaires</i>	21 - 23
<i>C'était la voix du SNAPS</i>	24
<i>Organigramme du bureau national</i>	25
<i>4 octobre 2005 : impressions</i>	26
<i>Le SNAPS bientôt en congrès à Aix en Provence</i>	27
<i>Ils nous quittent</i>	28
<i>Représentativité ?</i>	29
<i>Avancement et tarifs</i>	30
<i>Bulletin d'adhésion</i>	31
<i>Vos interlocuteurs</i>	32



SNAPS - Infos N° 65

Directeur de la publication : Jean-Paul Krumbholz

Rédacteur en chef : Franck Baude

Collectif de rédaction : Michèle Leclercq, Jean-Paul Krumbholz, Claude Lernould, Alain Jehanne, Franck. Baude et Ludovic Martel, Gérard Letessier

Relecture : Claude Lernould, Daniel Gaime, Gérard Letessier, Ludovic Martel

Crédits photos : Daniel Gaime, Franck Baude, Carolle Andraca

Conception graphique : Alexia Gaime

Imprimerie : Imprimerie IRG 5 rue J. Grandel ZI 95100 ARGENTEUIL

Prix du n° : 3,81 euros - Abonnement : 15,24 euros

Dépôt légal Juin 2003 - Commission paritaire 3 525 D 73 S - N° ISSN 1145-4024

SNAPS-Infos - Maison du Sport Français - 1 avenue Pierre de Coubertin - 75013 PARIS Cédex 13

Tél : 01.40.78.28.58/60 - **Fax :** 01.40.78.28.59

Courriel : snaps@unsa-education.org

Site : <http://snaps.unsa-education.org>



A REIMS, Les responsables du SNAPS ont préparé le congrès

Temps fort de la vie syndicale, le conseil national, qui s'est réuni trois jours durant en octobre dernier au CREPS de Reims, a poursuivi sa réflexion par rapport au mandat du congrès de Besançon.

Mais il se devait également de réagir à une actualité riche (en événements, pas en moyens pour nos missions) mais pas toujours rassurante.

De fait, face à une certaine passivité de l'administration, nous avons décidé d'avancer des propositions :

- * sur le contenu d'un futur concours CTPS ,
- * pour un barème d'accès à la hors classe des CTPS ,
- * sur la notation des PTP,

Nous avons même pris l'initiative de proposer le contenu d'une instruction sur les conditions d'emplois des cadres techniques et pédagogiques, instruction qui nous paraissait nécessaire d'élaborer, compte tenu de la mise en place de la LOLF et du projet de réforme de l'Etat (la S.M.R.).

Vous trouverez dans les pages suivantes les principales conclusions et propositions que le conseil national a actées.

Par ailleurs, constatant que la place et le rôle des secrétaires régionaux semblaient mal définis (ou pour le moins peu lisibles) le bureau national avait décidé de les inviter pour en discuter et les repositionner dans l'organisation générale.

Une douzaine d'entre eux ont pu venir jusqu'en Champagne, rendant efficace et pertinent ce travail de repositionnement.

Vous en trouverez également la synthèse dans les pages suivantes.

Bien sûr, pas de conseil national sans temps de rencontres et nous avons pu nous entretenir avec la section régionale, emmenée avec convivialité par Frantz Ralite, avec Jean Pierre Sylla, le directeur du CREPS, et Alain Siblot, le directeur régional.

Enfin, pas de conseil national sans moment culturel, et je vous laisse deviner autour de quel produit local cette visite pédagogique, sans mission de contrôle, fut organisée...

Gérard
LETESSIER





Atelier 1

Proposition de mise en place du concours interne de CTPS secteur sport

Le décret, n° 2004 272 du 24 mars 2004, relatif au statut particulier des CTPS mentionne à son article 6 : "**le deuxième concours est ouvert aux fonctionnaires appartenant à un corps, cadre d'emplois, ou emplois classés dans la catégorie A ou de même niveau de la catégorie A, justifiant de quatre ans de service public en l'une ou l'autre de ces qualités**".

Dans le cadre de ce concours interne, face aux différentes hypothèses, le SNAPS propose de valoriser l'expérience des professeurs de sport. Pour ce faire, il semble pertinent d'organiser un recrutement selon les modalités suivantes :

I -Une épreuve d'admissibilité.
Coef. : 1

II -Une épreuve d'admission.
Coef. : 2 ou 3.

I - L'épreuve d'admissibilité consiste en la conception d'un dossier professionnel lié à l'exercice des missions suivantes :

- ☞ expertise, études, recherche, formation et ingénierie de formation relatives à l'encadrement des activités physiques et du sport ;

- ☞ conception, mise en oeuvre et évaluation de politiques sportives ;

- ☞ management d'équipes d'athlètes ou d'entraîneurs ;

- ☞ coordination de cadres sportifs.

Ce dossier comprend impérativement deux parties.

Partie 1 : elle s'appuie sur l'expérience du candidat dans le domaine des APS.

Partie 2 : en cohérence avec la précédente, elle porte sur une prospective d'action professionnelle en cours ou envisagée.

L'enjeu du dossier consiste en la formalisation de délimitation de réalités professionnelles dans le cadre d'actions situées prenant en compte :

- ☞ un contexte environnemental ;

- ☞ des outils et des méthodes de mise en œuvre et d'évaluation ;

- ☞ des stratégies ;

- ☞ des aspects juridiques ;

- ☞ un cadre politique.

Il s'agit de formaliser et non de décrire la démarche professionnelle. Le contenu du dossier doit permettre au jury d'identifier des pratiques, une culture sportive, la capacité d'intégrer et de maîtriser des réseaux, de développer des stratégies pour atteindre les objectifs déclinés dans le cadre des politiques sportives élaborées par le MJSVA (administration centrale, établissements et services extérieurs, fédérations sportives et leurs organes déconcentrés).

Le dossier doit respecter les normes conventionnelles suivantes :

- ☞ le volume : 50 pages (+ ou - 10%) hors annexes ;

- ☞ présentation :

- le document doit être paginé ;

- présenter un sommaire ;

- marges : 2,5 cm ;

- interlignes : 1,5 cm ;

- titre : en Time 18 gras ;

- corps du texte : en Time 12.

Ce dossier est remis en deux exemplaires papier et en version électronique format PDF.

Proposition de composition du jury pour l'épreuve d'admissibilité.

Un inspecteur général président du jury.

Deux CTPS du secteur sport.

Le dossier doit être jugé recevable administrativement (respect des normes conventionnelles). Il est évalué et noté à partir d'une grille.

II- L'épreuve d'admission consiste en une soutenance du dossier support à l'épreuve d'admissibilité. Cet oral d'une durée de deux heures distingue deux parties :

- ☞ Une présentation du dossier à partir d'outils de communications choisis par le candidat-comprenant, un rappel du contenu du dossier (10 mn), puis un éclairage particulier sur un thème du dossier choisi par le candidat. Celui-ci s'appuie nécessairement **sur la partie 2** du dossier. (50 mn).

- ☞ Un questionnement par le jury à partir de la soutenance. (60 mn).

Proposition de composition du jury pour l'épreuve d'admission.

Un inspecteur général président du jury.

Un CTPS par domaine (Développement, pratique sportive, formation).

Un membre élu au conseil d'administration du CNOSE.

Un membre de la commission d'évaluation technique et pédagogique du domaine sport issu de la parité syndicale.

Lors de l'épreuve d'admission, le jury est amené à identifier chez les candidats sa capacité à communiquer autour de son implication et de sa contribution à l'évolution des politiques sportives conduites par l'état dans le champ du sport.

En cas de besoin, le jury peut demander la participation d'une personne qualifiée.

Ludovic MARTEL
Jean François TALON



Atelier 2 La vie régionale

Place et rôle du secrétaire régional.

Les principales sollicitations des collègues syndiqués tournent autour :

- * de demande de conseils par rapport à leur carrière (stratégie pour mutation, notation pour promotion) ;
- * de questionnement par rapport à la nature des missions que leur confie leur chef de service (en adéquation ou pas avec leur statut de professeur de sport) ;
- * d'intervention sur la répartition des missions et du travail dans le service.

Mais le dynamisme du secrétaire régional va au-delà :

Concernant les collègues...

- * Accompagner les collègues au quotidien dans leur vie professionnelle. Ex. : élaboration de la lettre de mission, préparation de la retraite, la médiation, le soutien juridique, la 10ème semaine (formation à l'initiative de l'agent) ;
- * utiliser les panneaux d'affichage réservés avec des informations actualisées ;
- * organiser la communication notamment par la tenue de réunions régulières ;

Concernant l'administration...

- * Participer effectivement au CTPR en coordonnant, en tant que syndicat majoritaire, la délégation de l'UNSA-Education ;
- * maintenir, en dehors des réunions institutionnelles, un contact permanent avec les chefs de services ;
- * demander à participer aux commissions préparatoires au CTPR (FPC, ARTT) ;
- * communiquer sur les conclusions du CTPR en tant que secrétaire régional ;
- * utiliser plus systématiquement les textes qui régissent les CTPR (préparation, débriefing, frais de déplacement) ;
- * animer les réunions intersyndicales et interfédérales.

Au delà, concernant la vie nationale...

- * Participer aux instances nationales du SNAPS (congrès, conseils nationaux...) ;
- * organiser une formation syndicale de nature à retrouver une convivialité propice à la cohésion professionnelle (des possibilités de financements par l'UNSA Education existent, y compris au niveau régional) ;

Pour ce faire, le secrétaire régional bénéficie annuellement de 10 jours d'absence pour participer aux instances syndicales et de 12 jours de formation syndicale.

Informations du national en direction des secrétaires régionaux :

Il faut rappeler tout d'abord que :

- * sur le site, il y a possibilité pour chaque secrétaire régional de consulter le fichier de sa région (avec un code d'accès) ;
- * " **Flash-infos** " : le national l'envoie exclusivement aux syndiqués ; le secrétaire régional peut diffuser beaucoup plus largement.

Cependant, l'échelon national doit soutenir les sections régionales, en particulier :

- * en prévenant les secrétaires régionaux de l'arrivée des collègues syndiqués à l'issue du mouvement ;
- * en envoyant chaque fin de mois aux secrétaires régionaux de la liste des gens qui ont adhéré dans le mois (avec un "modèle" de remerciement) ;
- * en recueillant les adhésions dès septembre tout en prévenant que le chèque ne sera débité qu'à partir de janvier (année fiscale) ;
- * en maintenant la publication annuelle SNAPS-Infos "spécial sortants" pour les nouveaux collègues et en l'adressant aussi à tous les syndiqués ;
- * en envoyant régulièrement des infos pour alimenter les panneaux d'affichage des services et établissements.

Commandes passées à l'échelon national :

Les secrétaires régionaux ont également exprimé quelques demandes en direction du national pour faciliter leur travail :

- * actualiser et étoffer le " guide " du secrétaire régional sur l'espace qui leur est dédié sur le site internet ;
- * élaborer des outils statistiques afin de créer des tableaux de bord pour leur faciliter leur rôle de représentation du syndicat (évolution du corps et de la syndicalisation) ;
- * construire un outil d'aide à l'élaboration d'un contrat d'objectif ou d'une lettre de mission ;
- * élaborer un " cahier du syndiqué " reprenant le contenu du SNAPS " spécial sortants " sous une forme " classeur " avec mise à jour ;

- * élaborer un " guide du représentant au CTPR " ;
- * trouver des référents nationaux par sujets spécialisés ;
- * étudier la possibilité de créer ou se de raccrocher à une centrale d'achats en lien avec des sponsors éventuels (Adidas ?) ;
- * faire un article dans le prochain SNAPS-Infos pour rappeler l'existence et le rôle des instances paritaires (CTPR).

Prise en compte de la mise en place de la LOLF :

Cette loi répond à une demande forte de la représentation nationale (Parlement) d'une meilleure lisibilité des lois de finances qu'elle vote chaque année.

Pour ce faire, on passe d'un budget de moyens (qui comprenait près de 850 chapitres budgétaires) à un budget d'objectifs (180 programmes).

La LOLF ne change rien quant aux missions des PTP et à leur affectation officielle (DR,DD ou CREPS).

Par contre elle nécessite une réorganisation de la gestion financière des services déconcentrés et des établissements.

Les budgets opérationnels de programme (BOP) au niveau régional et les unités opérationnelles (UO) au niveau départemental mis en place intègrent non seulement les crédits d'intervention mais aussi les dépenses en personnels.

De ce fait, le secrétaire régional doit :

- * exiger la présentation du BOP au CTPR ;
- * imposer que sa consultation soit possible par tous les agents ;
- * vérifier que tous les PTP " sport " sont bien affectés au programme " sport " ;
- * garantir le statut des PTP sport et la logique d'une équipe pédagogique régionale ;
- * revendiquer les moyens de fonctionnement en adéquation avec les objectifs et tâches dévolues à chaque PTP ;

Une difficulté liée aux structures : les CREPS sont dans les BOP régionaux et il y a donc un CTPR et un CTPC d'établissement sur le même territoire. Il ne peut en être autrement.

Une solution consiste à coupler les réunions des deux instances lors de l'étude du BOP.

Claude LERNOULD



Atelier 3

L'europe et nos métiers Après le non du 29 mai

Comme pour beaucoup d'autres sujets, le rejet de la proposition de traité constitutionnel par le référendum, s'il marque un arrêt dans les projets de construction d'une certaine Europe (trop ou trop peu libérale, trop ou trop peu sociale, trop ou trop peu fédérale...) ne remet pas en cause, du moins à court terme, les textes adoptés antérieurement.

Ce qui continue...

Il faut donc revenir à la déclaration de Nice (décembre 2000). A cette occasion, les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze (de l'époque) ont adopté "une déclaration en faveur des caractéristiques spécifiques du sport et de ses fonctions sociales en Europe devant être prises en compte dans la mise en œuvre des politiques communes".

Parmi les principes énoncés, figurent notamment :

- ☞ la reconnaissance de la responsabilité première des organisations sportives et des Etats dans la conduite des affaires sportives ;
- ☞ la cohésion et la solidarité entre tous les niveaux de pratique sportive ;
- ☞ la reconnaissance des valeurs sociales, éducatives et culturelles du sport ;
- ☞ l'accès de tous à la pratique sportive ;
- ☞ le respect de l'intégrité physique et de la santé de tous les pratiquants, et particulièrement des mineurs ;
- ☞ l'encouragement du bénévolat sportif et la reconnaissance de son rôle économique et social ;
- ☞ la reconnaissance du rôle particulier des fédérations sportives en matière d'organisation de leur discipline, y compris en ce qui concerne les compétitions nationales, la constitution des équipes nationales et la

solidarité entre les différents niveaux de pratique sportive ;

- ☞ la préservation des politiques de formation des sportifs, en particulier par les clubs ;
- ☞ la surveillance des transactions commerciales ayant pour objet les sportifs mineurs ;
- ☞ la mutualisation d'une partie des recettes provenant de la vente des droits de retransmission télévisuelle.

Le projet de traité comporte un article III-282 consacré à l'éducation, à la jeunesse, au sport et à la formation professionnelle, article qui relève d'un domaine de compétence où l'Union européenne "ne possède" qu'une compétence pour mener des actions d'appui, de coordination ou de complément. Qu'en est-il aujourd'hui de ce texte ?

Ce qui est en cours...

Aujourd'hui, sans attendre ce qu'il adviendra du projet de traité constitutionnel, deux directives sont en cours d'élaboration :

- ☞ une directive sectorielle relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
- ☞ une directive "cadre" relative aux services dans le marché intérieur ("Bolkestein").

Cette dernière directive prévoit principalement :

- ☞ pour le volet "Etablissement", une simplification des procédures d'autorisations administratives en vigueur dans les Etats membres pour faciliter l'établissement de prestataires de services sur le territoire d'un Etat membre ;
- ☞ pour le volet "Libre prestation de service", permettant à un prestataire d'un Etat membre venant effectuer une prestation temporaire de services sur le territoire d'un autre Etat membre, d'y exercer son activité selon les règles en vigueur dans son Etat d'origine.

Il n'est pas prévu que le champ associatif soit exclu de l'application de la directive "services" (manque de définition des notions de service public, service d'intérêt général ou service d'intérêt économique général).

Quant à la directive "qualifications", la logique de la Commission est de limiter au maximum les restrictions que pourraient imposer les Etats membres. Un contrôle de l'Etat pourra toutefois être maintenu en cas de mise en jeu de la sécurité des personnes.

Ce texte était finalisé et devait être adopté sous la présidence luxembourgeoise (avant le 1er juillet), mais le dernier sommet européen avait d'autres chats à fouetter...

Ce que nous pouvons faire...

Au-delà des vicissitudes politiques actuelles, il convient d'avancer quelques pistes :

- ☞ proposer à la Commission qu'une loi-cadre européenne soit promulguée, reprenant les principes de la déclaration de Nice ;
- ☞ rencontrer des cadres sportifs d'autres Etats membres exerçant les mêmes métiers (quels que soient leurs statuts) ;
- ☞ développer la coopération et les échanges en matière de formation et de recherche sur les pratiques avec des partenaires d'autres Etats membres.

Mais reste à trouver une ou des structures qui réfléchissent sur ces sujets (ou la créer avec des partenaires : mouvement sportif, collectivités territoriales...) et des relais (responsables sportifs, parlementaires, confédérations syndicales, commissaires européens...) pour pouvoir arriver jusqu'aux décideurs de la Commission...

Gérard LETESSIER





A propos des C A P ...

2005 n'aura décidément jamais pu présenter les caractéristiques "d'un long fleuve tranquille" pour vos commissaires paritaires...

Pas moins de cinq reports ont émaillés cette année de paritarisme, dus pour l'essentiel à des difficultés chroniques de l'administration du MJSVA à concilier ses ambitions et obligations et donc à garder une efficacité toute relative.

Ce constat demeure d'actualité, tant pour ce qui concerne la CAP des mutations que celles des promotions, la DPA reconnaissant volontiers qu'elle était incapable de produire les documents ad-hoc en temps utile, invoquant souvent "la faute de Sirhano".

Sans le soutien logistique du SNAPS, la difficulté aurait assurément pu demeurer, voire croître, et pénaliser encore plus durement nos collègues.

Quand bien même nous n'hésitons pas à fustiger les manques d'un ministère dont les ambitions, souvent abstraites dans la gestion des ressources humaines, reste en parfait décalage avec les moyens, notre conception du paritarisme nous conduit avant tout à être et demeurer une force de proposition :

☞ que ce soit pour ce qui concerne le mouvement des PTP, anachronique s'il en est, puisqu'il impose une phase de saisie informatique lourde (liée aux intentions), suivie de l'édition de plusieurs kilos de papier examinés manuellement lors d'un marathon en CA ;

☞ que ce soit aussi pour les CAP de promotions, lesquelles, outre les renseignements souvent erronés dont dispose l'Administration sur la carrière des agents, présentent encore des relents de paternalisme qui confinent parfois au "copinage" et que le SNAPS ne manque pas de dénoncer.

La conception "gestionnaire" rigide, mais aussi paradoxalement souvent discrétionnaire, qui prévaut actuellement au MJSVA s'oppose à une position du SNAPS plus opérationnelle et à une conception privilégiant les missions des services et des agents. Cela reste pour nous l'occasion de rappeler en permanence à l'Administration que la richesse du service public de mission s'accommode mal des lourdeurs institutionnelles récurrentes.

"Vouloir faire vivre Jeunesse et Sports, ce n'est pas que du rangement".

A contrario des déclarations inopportunes, voire lamentables du Ministre de l'Education Nationale qui fustigeait récemment (figaro magazine du 3.11.05) le positionnement et l'attitude des syndicats (censés d'après lui faire du clientélisme auprès des personnels au travers de pseudo-avantages liés aux demandes de mutations de leurs adhérents ou à la possibilité de promotion d'échelon) et leur contestait la capacité (de fait) de communiquer sur les résultats des CAP, au SNAPS, nos commissaires paritaires sont fiers de défendre, chaque fois que cela est nécessaire et justifié, les intérêts des agents et ceux du corps. Pour autant, le SNAPS restera tout particulièrement vigilant sur les chantiers qui se dessinent et qui concernent la gestion des personnels. Nous attendons maintenant avec impatience la communication prochaine, en CTPM, de la carte des postes et sommes déterminés à faire valoir notre point de vue sur la réforme attendue des règles liées aux promotions. La multiplicité des missions des PTP au sein du MJSVA rend ces chantiers particulièrement délicats. Nous les aborderons sereinement, mais avec beaucoup de détermination.

Joel COLCHEN
Commissaire Paritaire

Mouvement:

Cette fois-ci encore, à la dernière minute, pas de mouvement complémentaire mais quelques "ajustements" de rentrée.

Réintégration de contrats PO

- Pierre BONVIN et Michel TRANCHANT affectés comme CTN Athlétisme à la DRDJS de Paris



- Christian BARRIÈRE proposition de poste de CAS à la DDJS de Seine et Marne
- Stéphane WOLINETZ proposition de poste de CAS en Seine Saint Denis
- Jean-Hervé STIEVENART CTN Athlétisme à la DRDJS de Paris
- Alban RICHARD CTN Canoë-kayak DRDJS Paris :
- Christophe MOULIN CTN Montagne Escalade DRDJS Paris :
- Mustapha DIB CTN Lutte DRDJS Besançon
- Fabienne VENOT CTN Randonnée pédestre DRDJS Paris.

Réintégration après disponibilité :

- Williams CASACOLI CTN Base-ball DRDJS de Paris :

Autres cas :

- Michel LORBLANCHET CAS à la DRDJS de Clermont Ferrand
- Mme MOLLIER-GINDRE affectée à la DRDJS de Lyon comme convenu lors de la précédente CAP
- Mme Tania MÉLIKIAN affectée à la DDJS de la Manche

Polynésie française : le Gouvernement polynésien propose la candidature de Jean-Paul BADOSA.



Postes de CTS :

- Gilles DUPRAY CTR Athlétisme DRDJS de Rennes :
- Philippe JOLY CTR Football DRDJS Dijon :
- Jean MALASSIGNE CAS en Saône et Loire

Intégration dans le corps des professeurs de sport des agents détachés dans ce corps depuis au moins deux ans.

La CAP donne un avis favorable à l'intégration dans le corps de :

- Raymond ADAMCZYK CTN Hockey sur gazon à la DRDJS Orléans
- Franck BERTHIER CTS Escrime à la DRDJS Orléans
- Anne-Marie CLÉMENÇON chargée de mission au MJSVA

Accès au corps des professeurs de sport par liste d'aptitude

- Christian RICHARD CAS DDJS Orne
- Patrick ERNOULT CTS Tennis DRDJS Nantes
- Michelle BERGANO CAS DRDJS PACA
- Joseph MOREIRA CTS Football DRDJS Marseille
- Jean-Raoul BAUDRY CAS DDJS Loir et Cher
- Jean-Denis VIRIOT CTS Vol à voile DRDJS Besançon
- Christine DUMANS CAS DRDJS Orléans
- Jean-Claude CHAVIGNY CTS Haltérophilie DRDJS Châlons
- Béatrice PALIERNE Contrat PO
- Francis MOUGEL CTS ski DRDJS Nancy (au titre du hors barème)

Accès à la hors classe du corps des professeurs de sport

En préambule les représentants du personnel font remarquer que l'administration a épuisé son bon à tirer " du fait du prince " avec la nomination discrétionnaire de 40 CTPS, dont seulement 40% de collègues hors classe. Les représentants du SNAPS demandent donc à l'administration de renoncer, en la circonstance et au risque de céder à l'addiction, à son pouvoir discrétionnaire de désignation de 10% des promotions hors classe.

Le DPA considère quant à lui, que

s'agissant de deux corps distincts, il s'agit de deux dossiers distincts... dont acte !

Il y avait 1244 collègues en capacité d'intégrer la hors classe.

L'administration a fixé le nombre de possibilités budgétaires à 57, dont 6 hors barème.

Parmi les 51 collègues promouvables au barème, 5 sont en position de détachement et n'occupent donc pas leur poste. Ils libèrent ainsi 5 possibilités de promotion complémentaires. Cependant l'administration indique que par précaution du fait de la mise en oeuvre de la LOLF, le " contrôleur financier ", pourrait n'accepter de prendre en compte que 2 à 3 des 5 promotions théoriquement possibles à ce jour. Il "doit" en effet se garder une marge de manière à pouvoir réintégrer dans leur corps des PS HC qui quitteraient, par exemple, un contrat PO d'ici au 31 décembre. Il n'est cependant pas interdit d'espérer la promotion des 5 qui seront inscrits au tableau d'avancement...

Liste proposée au barème :

- 89,37 points
Gérard JULLIEN DD006
- 89,00 points
Jean-Yves LE ROUX DD056
- 88,87 points
Denis HUMBERT DD972
- 88,00 points
Roland JEANNEROD CR025
Jean-Marie DECK CR067
Gérard PENCHENAT DD081
Joël CANOR DD016
Pierre VOGT DD068
Jean-Marc APPARUIT DD030
Patrice PERON Détaché
Philippe GASNIER RD033
- 87,75 points
Anne-Marie ROUCHON Détachée
Alex PONTET RD044
- 87,00 points
Marie THOREZ RD059
Jacques WOOCK DD081
Hervé ROBAST RD044
- 86,75 points
Gilles LEFAUCONNIER RD087
- 86,00 points
Alain PONTY DE006
Alain RIPERT RD069
Gabriel MOLLIET RD069
Jean-Michel ROUMANIE RD034

- Jean-Pierre SAVOYE DD088
- Yves PERIE DD066
- Alain BUSSAC DD024

85,87 points
Lionel PARMENTIER DD055

85,81 points
Yvon KERNEVEZ CR035
Jean-Paul DELPORTE DD062

85,75 points
Pierre SENNERET RD075

85,00 points
Eugène DOMAGATA RD075
Jean-Paul ALLARD RD044
Michel GONTIÉ RD034
Marie-Colette ZINDSTEIN DD095
Marcel JAMBOIS RD054
Jean-Louis JUAN RD031
José FOUCAULT RD031
André HEINRICH RD054
Michel PALACIN DD047
Vincent FAVREAU DD017

84,87 points
Patrick BLATGE DD081
Nelly CAROFF RD044

84,75 points
Guy GIACOMONI DE006

84,00 points
Alain KREMER DD057
Patrick FAVIÈRE Détaché
Jean-Claude GUILLAUD-MAGNIN DD038
Pascal CANTEUX Détaché
Séverin GRANVORKA Détaché
Patricia MICHALAK DD012
Daniel GRANDO RD069
François JAUSSAUD RD013
Bernard AUZIER DD011
Jacqueline FRILET RD013

A noter : le plus âgé est né en 1945, le plus jeune en 1948

Le total des points au barème du premier est de 89,37, celui du 51ème est de 84.

Liste hors barème proposée par l'administration :

Les commissaires paritaires du SNAPS demandent à l'administration, qui dans un premier temps s'y refuse, de motiver les promotions qu'elle propose hors barème. Le président, interpellé sur les dispositions de l'instruction qu'il a signée au titre de sa fonction de DPA, se résout finalement à satisfaire cette exigence au terme d'un exercice qui demeure cependant bien peu convainquant...

Jean Paul CÉZARD (95ème, né en 53)
Direction des Sports, avec 82 pts
José MARAJO (202ème, né en 54)
Direction des Sports, avec 75 pts
Monique AMIAUD (347ème, née en 60) DRD 75, avec 40,93 pts

François PEPIN (786ème, né en 50) DRD 75, avec 35,43 pts
 Pascale FALANGUA (932ème, née en 61) CREPS 13, avec 32,25 pts
 Marc ALEXANDRE (982ème, né en 59) DRD 13, avec 32 pts

Les représentants du personnel ont voté contre ces propositions et proposé les 6 collègues classés en suivant au barème.

Liste des 5 collègues inscrits au tableau d'avancement mais dont la nomination reste suspendue à l'accord du contrôleur financier :

Alain FRANGEUL RD035
 Jean-Pierre LEYMARIE RD034
 Yveline LAVASTRE DD094
 Gérard LE SAUSSE RD080
 Bernard PELLETIER RD069

Affectation des lauréats des concours de recrutement des professeurs de sport - 2005

Pierre-Alexis PONSOT ENV
 Benoît PESCHIER INSEP
 Carine ZELMANOVITCH DRToulouse CTN Taekwondo
 Elvire TEZA DRDJS Marseille CTR Gymnastique
 Nicolas BECKER INSEP
 Gilles QUENEHERVÉ DD Val d'Oise CAS
 Michaël GAMBY DR Lyon CTR Ski
 Richard DE MEO DR Lyon CTR Voile
 Marie GASPARD DR Orléans CTR Canoë-kayak
 Anne GUILLERME DR Nantes CTN Tennis de table
 Boris SAUNIER INSEP
 Vincent GAZAN DR Rouen CTR Aviron
 Charles DELVAL DR Amiens CTR Aviron
 Mehdi NICHANE DR Lille CTN Boxe
 Jérôme HUON MJSVA - contrat PO
 Emmanuel BRUNET DR Dijon CTR Cyclisme
 José ALCOCER DR Rennes CTR Football
 Arnaud FERRARI DR Paris CTN Haltérophilie
 François HUOT-MARCHAND DR Paris CTR Natation
 David NOLOT DR Poitiers CTR Natation
 Bertrand QUIVIGER DR Rennes CTR Rugby
 Olivier JANZAC DR Paris CTN Rugby à 13
 Sébastien MOUCHET DR Besançon CTR Ski
 Sandra FALL DAL CORSO DR Marseille CTR Sport adapté
 Céline ROUSTY COLIN DR Nancy CTR Gymnastique volontaire
 Fabrice VERNEY DR Lyon CTN Sports boules
 Anaïs BERTHET DR Paris CTN Sports de glace

Jean-Marc DUBOSCQ DRDJS Limoges CTR Tennis
 Vincent DARRIER DR Rennes CTR Tennis
 Sophie VESSILIER DR Lyon CTR Tir à l'arc
 Bastien TABOURRIER INSEP
 Samuel MONNERAIS DR Rennes CTR Cyclisme
 Lionel PERRIN DR Lyon CTR Rugby
 Frédéric POMAREL DR Paris CTR Rugby
 Cyril BURDET DR Lyon CTN Ski
 Franck COLLINOT MJSVA- Contrat PO
 Jérôme DROUARD DR Paris CTN Triathlon
 Christian BUDELACCI MJSVA- Contrat PO
 Michel GIBERT DR Paris CTR Boxe
 Antonio LAMBRONI DR Clermont-Ferrand CTR Handbal
 Marjorie BERNIER DD Val de Marne
 Frédéric POLLET DD Val de Marne
 Christophe LESAGE DRAmiens
 Sébastien DAVAL DD Haute-Saône
 Loïc PAGE DD Haute-Saône
 Lise VIDAL INSEP-SHN
 Benjamin BILLET DD Val de Marne
 Alexandre DODU DD Pas de Calais
 Maë ROBERT CREPS Ile de France
 Franck DE TEULE DD Creuse
 Jean-François SALOMON DD Orne
 Cécile ESPAGNAC DRAmiens
 Florent ROSEC CREPS Ile de France
 Sébastien LIBICZ DD Val de Marne
 Céline LABARRE DR Amiens
 Carine ESBRI DD Seine et Marne
 Yvan BIZET DDAllier - CAS
 Sophie DEREMAUX DR Paris- SHN
 Nicolas BILLARD DD Aube
 Nicolas DELDICK DDPas de Calais
 Eric BOUVERGNE DR Amiens
 Sylvain MOUGEL DR Châlons en Ch.
 Audrey JANZAC DD Val d'Oise
 Gaëlle BREHARD DR Amiens
 Stéphanie MAHUET-LEWANDOW Ski DR Châlons en Ch
 Flavie PERON BARILLET DD Manche
 Rémi GASPARD INSEP-SHN
 Denis ROBERT DD Seine et Marne
 David IMBERT DD Oise
 Sébastien HOMO INSEP-SHN
 Nicolas BLEIN DD Seine et Marne
 Fanny BALLAND DD Yvelines
 Olivier DRENTEL DD Cher
 Sylvie MALAURIE DD Cantal
 Isabelle BRIOLET DR Orléans (congé sans traitement)
 Jean-Marc POINSOT CREPS Strasbourg
 Laurent LAGGARIGUE DD Cantal
 Laure COLIN CAMELOT DR Orléans
 Dorith LEVY DD Yvelines
 Pierre-Michel CROCHET DR Paris - CTN Canoë-kayak
 Eric LE NY DD Allier

Recrutement au 1er septembre :

Nicolas HUGUET, Raphaël MEISS, Eric FRADET

Liste complémentaire, nommés au 1er janvier 2006

Elisa TULLI DR Paris CTS Tir à l'arc
 Valérie BIZET BIGEARD DR Paris CTN Sports de glace
 Laure THIBAUD DR Paris CTN Natation
 Henrique GUERRA DR Strasbourg CTS Athlétisme
 Olivier RAPHA DD Creuse
 Julie PERRETEN DD Seine st Denis
 Mathieu DELPLANQUE DR Orléans
 Michel GRAZIETTI (maître auxiliaire) a passé l'examen professionnel.

CAP d'avancement du 19 juillet 2004

Elle a enfin eu lieu !!
 11ème au grand choix note 19 date nais 15/9/50 Promouvables 72 promus 22
 BAUD Anselme, BOUTIN André, CAYRE Mireille, CHARREYRE Bernard, CREPIN Michel, DEBARNOT Paul, DERASSE Jean-Louis, DUXIN Philippe, ELLIOTT Henry, FRANÇOIS Jean-Claude, GIACOMONI Guy, GRIMAUD Jean-Paul, LE SAUSSE Gérard, LECROQ Patrice, MAGUER Jean-Yves, MARESCAL Jean-Yves, MARTIN Martine, MULARONI Serge, PELLETIER Bernard, ROUCHON Anne-Marie, SCHERTZ Christian, THIVIERGE Michel

11ème au choix note 19 date nais 7/7/54 Promouvables 38 promus 27
 BERTHAUD Jean-Marc, CAMBRELING Gérard, CARRIER Philippe, DAO-LENA Sylvain, DEVAUX Didier, FADDA Jacques, FRANÇOIS Gilbert, GAILLARD Jacques, GAIME Daniel, GUENOT Yves, GUERIN Guy, GUICHERD Michel, GUIGNARD Jacques, LACRAMPE Yves, LAFONTAINE Louis, LEFAUCONNIER Gilles, MARECHAL Alain, MEMONI Daniel, NAVARRO Paul, RICHEFORT Jean-Michel, RIFFAUD Patrick, ROCHER Patrick, SALAME Pierre, SARRATIA Pierre, SCHAAB Roland, SCHMITT Jean-Marie, VINARD Alain

10ème au grand choix note 18 date nais 24/1/54 Promouvables 78 promus 23
 BIROCHEAU Patrick, BOUTET Patrick, BROUTA Luc, BULET Jean-Pierre, CACHELEUX Marie-Claude, CAVAILLE Jean-Jacques, CHARLES Marie-Christine, DEBOOS Christophe, DEBRA Jean-Marie, DECORPS Gérard, DENON Elyane, FLEURY Hélène, GASQUET Bernard, GORGEON Bernard, HERMITTE Alain, JOURJON Luc, LACROIX Gérard, LINGUA Edmond, MAYER Marie-Luce, PERROT Jean, QUINT Patricia, SCHAREN Dominique, TOMASI Pierre

*10^{ème} au choix note 18 date nais
17/9/59 Promouvables 46 promus 33*

BAILLY Pierre, BASSET Dominique,
BEAUX Patrice, BOUARD Gilles,
BOURGEOIS Jacques, BOUSIGUE Bernard,
BRUNET Claire, CAPERAN Claude,
CHENEBAULT Alain, COURIOL Eddie,
DELAUNE Gilles, DESMIER Danielle,
DJAÏT Riadh, DUFOUR Danielle, FILLON
Jacky, GEHIN Jean-Michel, GRISOT Joël,
JEHANNE Alain, LEMERCIER Bernard,
LEPAGNOT Michèle, LIVIERO Claude,
MATHIEU Jean-Yves, PACCoud Bruno,
PELAY Alain, PICARD Michel, POIREY
Thierry, PRUNIER Jean-François, REMY
Christian, ROUPIOZ Jocelyne, SAINT-
UPERY Patrick, SAUGET Michel,
SCHUMTZ Emmanuel, VILLALARD Jean-
Marc

*9^{ème} au grand choix note 17 date
nais 17/10/56 Promouvables 76 pro-
mus 23*

AUSSENAC Maurice, BELMONTE Joëlle,
BLAREAU Christian, BOISSIÈRE Eric,
BOIZARD Daniel, BOSCHERIE Bruno,
BOUREAU Michel, CHABAUD François,
CHIRON Alain, CIOMIRTAN Georgeta,
CUNY Bernard, DE VATHAIRE Hervé,
FOURNIER Alain, GARCIA Gilles,
LALANDE Michel, MACHECOURT Francis,
MOURRIER Thierry, POULENC Pascal,
REILHES Jacques, ROYOLE-DEGIEUX
Evelyne, SECRETIN Jacques, THION Jean-
Claude, TISSERAND Rosine

*9^{ème} au choix note 17 date nais
16/4/63 Promouvables 52 promus 37*

ADDE Jean-Luc, ALGISI Michel, ALORY
Martine, AMOSSE Marie-Reine,
BARBERIE Laurent, BARRAUD Pierre,
BARRIÈRE Philippe, BELLEY Michel,
BIGOT Didier, BONARDI Alain, BOQUEL
Yves, BOULANGER Jean-Loup, BROSE
Sylvain, CALVET Catherine, CANTI Aldo,
CHAMPETIER Marie-Paule, CHEVALIER
Eric, CORBILLE Pascale, CORTADE
Gérard, DEGRANGE Jean-Michel,
DELAFOSSÉ Bernard, DREZET Daniel,
GIBOUIN François, HENOT Jacques,
JANURA Christian, KINCK Christian,
LIONNET Michèle, LOGEAS Loïc,
MICHELET Jean-François, MONTET
Pascal, MORTELETTE Catherine, PETRINI
Pascal, POUGEOL Henri, PUIGSEGUR
Françoise, RENAUD Philippe, SERRES
Jean-Michel, SIRVEN Albin

*8^{ème} au grand choix note 16 date nais
30/10/59 Promouvables 61 promus 18*

ALEXANDRE Marc, BLANC-LAINE
Dominique, BOTT Pierre, BRUNOT
Jean-Claude, FLAMMIER Bernard,

GOUESLAN Yves, GOURY Daniel,
GRICOURT Yanick, LAUTH-MULLER
Dominique, LE GARREC Michel,
LEBAUPIN Guy, MANLAY Robert,
MARCHAND Thierry, NARDIN Bertrand,
PAOLOZZI Dominique, PEAN William,
TRICAUD Joël, VIRIOT Jean-Denis

*8^{ème} au choix note 16 date nais
24/3/67 Promouvables 37 promus 25*

AUMARD Pascale, BADIOU Franck,
BARBAT Florence, BENEZIT Laurence,
BILLON Christophe, BLONDEAU Nathalie,
BOTTO Pierre, BRAVO Noël, DALLER
Jean-François, DARTNELL Laurent,
DUGAST Arielle, FOGLIANI Anne-
Christelle, FONTANILLAS Patricia,
GIRARDIN Patrice, GONCE Olivier,
GONZALO Agnès, HANOT Dominique,
HONTAS Marie-José, JAMET Gilles,
LACASA Laurent, MARCELIN Gaël,
MARTINEZ Christophe, MEIGNAN
Laëtitia, POCHOLLE Jean-Marc, ROULT
Patrick

*7^{ème} au grand choix note 15 date nais
17/11/63 Promouvables 80 promus 24*

BANGALI DAOUDA Boukar, BERAUD
Jacques, BLAISE Pierre, BOYER Laurent,
BUET Didier, CHEVALET Philippe,
COUGOULIC Pierre, DELAVENNE-
FEUTRIER Blandine, GENGEMBRE Jacques,
GIUNTINI Jean-Claude, HOSOTTE Jean-
Paul, INDRILIUNAS Roland, LECLoux
Elisabeth, LOYWICK Frédéric, LUCAS
Dominique, MOSSANT Bernard, MUSY
Frédérique, PERROT André, PERROT
Pascal, ROUCHON Anne-Marie,
ROUDAUT Christian, SCHORNO Philippe,
SEMMOLA Didier, VERHAEGHE Martine

*7^{ème} au choix note 15 date nais
18/1/69 Promouvables 43 promus 30*

ABERT Lionel, ANGELY Pierre, BARATHAY
Samuel, BODIN Sandra, BOSCHETTI
Franck, BOUCHETAL-PELLEGGI Franck,
BOULADOU Jean-Louis, CARRIER
Philippe, COUTANT Bruno, DAVID
Jérôme, DESCROZAILLE Florence, DI
MARTINO Jean-François, EOZAN
Pascal, FOURNIE Eric, FRANQUEVILLE
René, FRANITCH Joël, GENERINI Fabrice,
GONDRAN Lionel, GRIS Christine,
KANAPA Jean, LAKALAKA Gilbert,
MILLION Jean-Pierre, MOYSE Thierry,
MULLER Gilles, POTRICK Pascal,
RICHALET Christophe, ROUSSEAU
Véronique, SAINT-MACARY Christophe,
SAUVAGE Isabelle, VALOGNES Eric

*6^{ème} au grand choix note 14,5 date nais
7/5/70 Promouvables 79 promus 24*

BARJOU Michel, BENINTENDI Corinne,
BOIXEL Anne, BONNORONT Danièle,

BRESCIANI Philippe, BRETON Patricia,
BROSSAT Laurent, CHAREYRON Daniel,
D'ENCAUSSE DE GANTIES Philippe,
FRADON Yann, GERGES Patrice,
HIPPOLYTE Ralph, LEROUX Benoît,
MARCILLY Thierry, MEYER Yan, PRIVAT
Charles Eric, RABOUTOU Joëlle, RAMI
Frédéric, ROBERT Yves, SANCHEZ
Philippe, THOBOR Virginie, VALLET
Laurence, VARIENGIEN Cécile, YALOUZ
Abdel Ghani

*6^{ème} au choix note 14,5 date nais
11/1/74 Promouvables 63 promus 45*

ALEXIS Eric, BILLON Loïc, BOUCHER
Jacques, BOUGLE Jean-Louis, CASTRYCK
Frédéric, CHANSOU-DUBOURG Sophie,
CHUSSEAU Isabelle, COMMANAY Laurent,
CORNILLEAU Christophe, CORREA
Tidiane, COULMY Nicolas, COURCELLE
Olivier, DARRIGADE Sébastien, DEBAT
Stéphane, DESBOIT Anthony, DOUDET
Franck, DUPOUX Sébastien, FOURIER
Cyril, GAUTIER Sébastien, GOURDON
Loïc, GUERAUD Laurent, HERIN
Stéphane, HOCDE Yves, KERVELLA Yann,
LAMBERT Olivier, LECLERC Eric, LEROY
Cédric, LOUGAROT Serge, MAGNE
Frédéric, MAGRIN Fabrice, MASSINA
Christophe, OLIVIER-BRUNEL Valérie,
PARQUIC Nicolas, PERDU-PERROTEL
Catherine, RAMAMONJISOA Colombe,
RAPHA Stéphane, RAZIMBAUD Benoît,
REINE Benoît, RICHARD Ludovic, ROSSO
Patrick, THEVARD Sébastien, VASSALLO
Christophe, VOLPI Franck, VOURRON
Eric, WITTMER Fabrice

*5^{ème} au choix note 13,5 date nais
31/5/72 Promouvables 92 promus 27*

ALSUGUREN Maïtena, BAGET René,
BALLANGER Félicia, BLANC Pierre-Luc,
BUTTAFOGHI Laurent, CABON Yves,
CARAYON Christophe, CARRIÈRE Patrice,
CATALA Jean-Pierre, CHEIKH Djamel,
DESTIN Michel, FAUCHER Cyril,
GUENZET Nicolas, HALIN Grégory,
HUBER Emmanuel, JAUNET Fabrice,
LASSALLE Maxime, MALLON Alexis,
MELIKIAN Tania, MERLE Stéphanie, MOL
Christelle, MORACCHINI Vincent,
MOTTET Ivan, PROVOST Gaëlle, ROUGIER
Gérard, ROUSSET Philippe, SALVETAT
Eric

Liste SNAPS



Indicateurs de performances. L'amour garde les siens secrets

Après que le ministre eut fait sa petite communication auprès de 40 professeurs de sport, c'était standard bloqué au SNAPS durant une bonne quinzaine ! En effet, cruauté de l'arithmétique, ce sont l'incompréhension et l'indignation qui s'expriment bruyamment chez nos quelques 3000 collègues. Ainsi la communication a-t-elle ses règles qui ne peuvent s'affranchir de la morale la plus élémentaire. Beau gâchis en vérité que cet exercice qui, dans le même temps qu'il décrédibilise son auteur, jette un doute affreux sur un corps promis à l'excellence. L'occasion était pourtant trop belle de montrer le cap partout où les professeurs de sport sont à la peine et où l'on désespère du "Grand plan de développement du sport" annoncé par le président de la république !

Cynisme ou provocation ? Triste exercice de communication

Beaucoup a déjà été dit¹ de la difficulté à distinguer les meilleurs parmi les meilleurs et du scandale qui consiste pour ce faire à revendiquer l'arbitraire, a fortiori quand il engage l'usage des fonds publics.

Mais si le Landerneau de la Jeunesse et des Sports résonne encore de l'indignation provoquée par la nomination discrétionnaire des CTPS 2005, c'est qu'à l'heure de la "communauté électronique" le népotisme et le cynisme sont plus obscènes que jamais.

Ce n'est pas au syndicat de dénoncer les errements individuels à la vindicte populaire. Pourtant beaucoup d'entre nous ne comprendraient pas que nous restions muets sur ce sujet, tant il fait scandale. Voilà donc qu'il nous faut aujourd'hui à la fois résister à la tentation coupable de la délation nominative et dénoncer l'ignorance

de la morale la plus élémentaire, alors que règne l'encouragement du vice et le mépris de la vertu !

Aussi, outre le fait qu'il est toujours facile de trouver des personnalités contestées, était-il vraiment indispensable de distinguer les pratiques les plus condamnables et qui plus est alors qu'elles bénéficient de la notoriété publique ?!!

Quelle représentation le ministre se fait-il de l'exemplarité du fonctionnaire ? Quel message le ministre envoie-t-il à la profession ? Est-ce comme cela que l'on gagne ? Est-ce cela le modèle proposé ? Quelle légitimité restera-t-il demain aux procédures disciplinaires ? ...

Il est grand temps de mettre en place le concours de recrutement pour en finir avec cet arbitraire désastreux. Cependant, au SNAPS qui revendique l'ouverture du concours dès 2006, l'administration a opposé une fin de non recevoir au prétexte qu'à côté de la liste du

ministre² ça ferait dit-on un "concours croupion". Nous, nous persistons à penser qu'un concours, fut-il croupion, est bien plus digne qu'une promotion godillot !

Mieux vaut être riche et en bonne santé que pauvre et malade...

En l'absence de critères assumés, il reste à interroger la liste des 40 noms sur la base des catégories les plus classiques : fonction, affectation, sexe, ancienneté... afin de voir apparaître les orientations qui ont pu présider à la sélection.

L'administration avait annoncé la couleur, elle entendait promouvoir le "mérite". L'ancienneté n'a en effet manifestement pas été un élément prégnant puisque la nouvelle promotion ne compte que 40% de collègues hors classe. Nous le déplore à nouveau dans la mesure où cela ne fait avancer que de

2) La nomination discrétionnaire est prévue sur 3 ans, alors que le démarrage de la liste d'aptitude est subordonné à l'ouverture du concours.

1) SNAPS Infos 62 page 19



15 places toutes celles et ceux qui, attendant toujours les critères d'appréciation du mérite, ont pris rang pour l'accès à la hors classe des professeurs de sport.

Manifestement il vaut mieux, quand on est professeur de sport, être un homme et exercer des missions de CTS... qu'être une femme et servir dans un service déconcentré, surtout si c'est une DD. C'est en substance ce que dit la "promotion CTPS 2005" de la reconnaissance de l'excellence à Jeunesse & Sports !

Ainsi, malgré tous les bavardages entendus autour de la mission "femme et sport", les actes sont édifiants. Il y a seulement 10% de femmes nommées CTPS, alors qu'elles représentent 33% de la population des professeurs de sport.

Quant à l'analyse de la répartition des promus, elle est particulièrement éclairante... et cruelle. On trouve 22 promus parmi les collègues qui exercent des missions de CTS, 6 parmi ceux qui exercent en CREPS, et 8³ parmi ceux qui "sont" CAS...

Aussi, rapportée à la population respective de ces trois groupes, la nomination des CTPS 2005 en dit-elle long d'une certaine vision en matière d'excellence technico-pédagogique à Jeunesse & Sports... et du beau gâchis des ressources humaines laissées pour compte, qui en résulte. D'ailleurs "être" CAS

aujourd'hui est-ce encore être professeur de sport⁴ ?

Les services déconcentrés : espaces de relégation et lieux de pénitence...

De fait la dérive des missions et des conditions d'exercice des professeurs de sport dans les services déconcentrés⁵ coûte bien cher à ceux qui s'y trouvent. Aussi les CAS payent-ils manifestement un lourd tribut à l'abandon du rayonnement sportif de la plupart des DDJS tant il apparaît aujourd'hui évident que, vu de Paris, ce n'est pas là que nous sommes bons ! Tout se passe en effet comme si, pour le "ministre des sports", entretenir ses services déconcentrés sans en traiter les dérives, c'est s'assurer à moindre frais le minimum de surface vitale tandis que le sens réel de son action se situe dans le coaching rapproché du sport fédéral.

Le mépris affiché par la Direction des sports pour l'activité des services déconcentrés⁶, dans lesquels exerce "directement" la moitié des professeurs de sport, est à ce titre particulièrement éloquent.

Reconquérir le rayonnement sportif !

Avec la mise en oeuvre de la LOLF, il va pourtant bien falloir

se mettre à développer une politique sportive dans les DDJS, ou alors il faudra affecter les professeurs de sport ailleurs ! Les fameux "programmes miroirs" devront rendre compte du fait que les ressources humaines "sport" ont été utilisées à produire des résultats dans le cadre du programme sport.

Cependant développer les APS en faisant les horaires de bureau dignement assis dans un bâtiment administratif, cela tient du non sens ! Et à moins d'exceller dans l'art du camouflage et du détournement, il va donc falloir en sortir...

A côté de ce qui reste des formations, il faudra notamment réinventer les actions sur le terrain éducatif en relation avec nos partenaires privilégiés que sont le monde associatif et les collectivités, réinventer l'eau tiède en quelque sorte.

Et puis, à nous qui appartenons à un "ministère de mission", les flambées de novembre apportent à point nommé l'occasion d'être innovants. Et même si le sport ne peut pas tout face à l'incurie de cette autre relégation, les APS et la vie associative restent des outils particulièrement adaptés pour promouvoir le goût de l'excellence, tisser du lien social et tout simplement apporter un peu de plaisir là où règnent ordinairement la rouille et la galère.

Noble tâche et beau challenge !

Claude LERNOULD

3) 5 en réalité, car 3 nominations au moins sont manifestement attachées à d'autres fonctions passées ou actuelles.

4) Je sais, il existe encore ici ou là, mais à la marge, des exceptions...

5) Administratisation des CAS avec généralisation d'une hiérarchie intermédiaire autoproclamée et paralysante.

6) Le PAP 2006 (Projet Annuel de Performance) est, à cet égard, particulièrement éloquent



Cette liste tant attendue

Extrait de l'arrêté fixant la liste des agents intégrés dans le corps des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs

Le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 2004-272 du 24 mars 2004 relatif au statut particulier des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs et notamment son article 22 ;

VU l'arrêté du 5 septembre 2005 fixant au titre de l'année 2005 le nombre d'emplois offerts à l'intégration dans le corps des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Sont intégrés à compter du 1er septembre 2005 dans le corps des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs les agents dont les noms suivent :
domaine du sport

Mme ANTOINE Andrée CTN gym 51 ans 11^{ème} échelon
M. BARBIER Michel-François

M. BONVIN Pierre EN athlète 55 ans 11^{ème} échelon

M. BORNAT Pierre CTD 73 50 ans 10^{ème} échelon

M. BOUCHE Bruno EN aviron 46 ans 9^{ème} échelon

Mme CHAUMEIL Marie-France CREPS 13^{ème} PSHC

M. CIPRELLI Patrice CTR ski 51 ans 8^{ème} échelon

M. COCHE Jean-Paul CTN judo 58 ans PSHC

M. DAHON Daniel EN voile 65 PSHC

M. DEHAESE René Détaché inspecteur

M. DELANYS Alain CAS 27 55 ans PSHC

M. DELUGRE Patrick CAS 44 55 ans PSHC

M. DESMETTRE Francis CHEF DT 03 - 56 ans PSHC

M. EMELIN Daniel DTN TIR PS,

M. FAUQUET Claude DTN natation 59 ans P EPS

M. FORCE Jean-Luc DTN équitation 46 ans PSHC

M. GOURDIN Jean-Marc EN lutte 45 ans 10^{ème} échelon

M. HERMITTE Alain CTR natation 56 ans PS 9^{ème} échelon

M. JANISZEWSKI Jean Luc centrale 54 ans PSHC

M. JUGE Patrick CAS 72 53 ans 10^{ème} échelon

M. KRUMBHOLZ Jean-Paul CAS 48 ans 10^{ème} échelon

M. LAFFLY Jean-François CAS 92 - 56 ans 11^{ème} échelon

M. LATASTE Bernard EN escrime 50 ans 10^{ème} échelon

M. LEROUX Didier DTN bowling 46 ans 8^{ème} échelon

M. LOUCHET Gérard dir CREPS 59 ans PSHC

M. NATO Dominique DTN boxe 48 ans 5^{ème} échelon

M. NOBLET Camille CAS 44 57 ans PSHC

M. PRONO Jean-Michel CTN canoë 52 ans 10^{ème} échelon

M. RAGE Guy CTR EPGV 58 ans PSHC

M. RAMBIER René CTN judo 53 ans PSHC

M. RANVIER Patrick DTN Sports de glace 46 ans PSHC

M. REBIERE Jean-Jacques CAS 33 - 53 ans 10^{ème} échelon

M. RIMOUX Gérard Détaché mission au Sénégal

Mme ROBERT-LACAZE Martine CTM EPMM 40 ans 8^{ème} échelon

M. ROLLAND Jean-Jacques CTR montagne 57 ans 10^{ème} échelon

M. SAINT-GENIES Merry chef dep 20 - 57 ans PSHC

M. SALAME Pierre CREPS 34 51 ans 10^{ème} échelon

M. SALESSE Michel CREPS Réunion 50 ans 9^{ème} échelon

M. SOUCASSE Alain EN équitation 55 ans PEPS

Mme VEBER Anne-Marie CAS 44 - 60 ans PSHC



Daniel STOLZENBERG n'est plus...

Il n'y a pas eu de miracle, pourtant nous voulions tous y croire, mais " la Montagne " a gardé les 18 membres de l'expédition dirigée par Daniel STOLZENBERG.

Daniel était accompagné de son épouse et de deux autres collègues du MJSVA Bernard CONSTANTIN (CEPJ à la DDJS de Haute-Savoie) et Patrick JUBE (PS à la DDJS du Var).

Le SNAPS adresse ses plus sincères condoléances aux familles de nos collègues disparus.

Daniel était notre représentant au sein de l'ENSA et devait partir en retraite à la fin de l'année. Ses compétences, son humilité et sa passion pour son métier, " la Montagne ", en faisaient l'un des meilleurs ambassadeurs de notre corporation.



Son intégration dans le corps des CTPS, en 2004, au sein de la première promotion " Promotion Jean Boiteux " a contribué à la notoriété naissante de ce corps tant attendu. Daniel est malheureusement le premier d'entre eux à nous quitter.

En hommage à ce qu'il était et restera dans notre coeur et notre mémoire,

**le SNAPS a souhaité baptiser la promotion des CTPS 2005
" PROMOTION DANIEL STOLZENBERG ".**



Cette montagne qu'il aimait tant !

Jean Paul VION, chef du département alpinisme de l'ENSA, témoigne.

Le mercredi 19 octobre 2005, une énorme avalanche de neige fraîche a emporté le camp de base du Kanguru : cette information transmise par les médias nous a tout de suite alertés, car nous savions que notre collègue de travail Daniel Stolzenberg était précisément parti en trekking dans cette région du Népal. Très rapidement, les nouvelles ont été plus précises : il s'agissait bien de Daniel, de son épouse Marie-Odile, de cinq autres Français amis et collègues du Ministère et de onze Népalais, tous disparus.

Difficile à accepter ! Daniel était un ami de longue date, reconnu pour sa sagesse, son expérience et expert devant les tribunaux où il était maintes fois intervenu sur le sujet des avalanches.

Entré à l'ENSA au début des années 70, il a d'abord occupé les fonctions de professeur d'alpinisme puis de ski, avant de s'orienter en 1990 vers d'autres missions nationales et européennes. Sa tâche de chargé de mission l'a conduit à accompagner le dossier de construction de la plateforme européenne des guides et à

instruire les nombreuses demandes d'équivalence de guides de montagne étrangers désireux de s'installer en France. Dans ces domaines aussi, Daniel fut particulièrement apprécié eu égard à ses qualités humaines et professionnelles. Il a toujours su privilégier la qualité du contact, la disponibilité, ceci facilité par une parfaite connaissance du milieu et de ses pratiquants.

Il a mis ces mêmes qualités au service de ses confrères en devenant secrétaire, puis président du syndicat des guides français de 1982 à 1984. C'est tout naturellement que fréquentant le Népal depuis longtemps, il participait activement avec d'autres collègues de l'ENSA à la formation et la pro-

motion des montagnards népalais. Son ami Iman GURUNG, Directeur d'agence, Président de l'association des instructeurs népalais avait tenu à l'accompagner personnellement sur ce sommet dont malheureusement, aucun n'est revenu.

Début septembre, à la fin des stages estivaux, nous avons fêté à l'ENSA son départ bien mérité à la retraite. Il nous avait parlé de ses projets immédiats et futurs.

Il n'aura pas eu le temps avec Marie-Odile d'en profiter ! La montagne qu'il aimait tant l'a, ce jour-là, enfermé avec tout son groupe dans une situation imprévisible aux conséquences dramatiques.

Jean Paul VION





Le rebond post " Paris 2012 " très amorti La finalisation du décret CTS " la réussite " La journée solidarité " l'agression "

Le Snaps, comme l'ensemble des acteurs du monde sportif, attend toujours la présentation officielle de l'ambitieux plan de développement du sport, très médiatiquement annoncé successivement par le Président de la République, le Premier ministre et le Ministre chargé des sports. Cette promesse semble avoir été aussi vite oubliée que s'estompait l'émotion suscitée par l'échec de la candidature de Paris.

Le SNAPS, patient et constant :

☞ demande une nouvelle fois au gouvernement d'honorer ses engagements, c'est une question de respect, comme l'a souligné Jacques Chirac dans son discours à l'issue de la « crise des banlieues »,

☞ rappelle qu'il a toujours considéré, avant et après le 6 juillet 2005, que la sincérité du soutien gouvernemental à la candidature de Paris se mesurait à l'aune de son investissement en faveur du développement des APS (une candidature purement événementielle n'a pas grand intérêt à nos yeux),

☞ anticipe sur les conséquences négatives que le non respect de la parole gouvernementale ferait peser sur une future candidature française (les discours de Jean-

François Lamour sensibilisant et culpabilisant les Français sur l'importance du moindre détail dans ce genre de dossier n'avaient-ils donc aucun fondement ?).

Malgré cette absence d'une portée symbolique certaine, le Snaps n'a pas eu le temps de s'ennuyer puisque l'actualité « syndicalo-administrative » a été très chargée durant le quatrième trimestre 2005. En effet, sous la double impulsion donnée, d'une part par les engagements de Jean-François LAMOUR lors du CTPM qu'il a présidé le 19/05/05 (voir Snaps/infos n° 64) et d'autre part l'imminence de l'application de la LOLF au 01/01/06, un certain nombre de chantiers ont enfin soit abouti, soit fortement progressé.

Il faudra retenir de cette période :

☞ la convocation de trois CTPM, les 18/10, 23/11 et

15/12, ce qui n'est pas courant sur un trimestre d'autant qu'un prochain est annoncé avant le 31/01/06,

☞ la clôture des dossiers du décret CTS et du CNDS, la présentation du PLF 2006 dans le cadre de la LOLF, l'enlisement du dossier sur-nommé « réforme ou démantèlement de la fonction publique » (SMR, RADE, RATE, etc.),

☞ le boycott par la quasi-totalité des représentants syndicaux du CTPM du 15/12/05 en raison de la provocation ministérielle au sujet de la journée solidarité. Alors que la fonction publique prônait la souplesse (permettant la modulation du temps de travail sans perte ni de jours de congés, ni ARTT), Jean-François Lamour a tenu pour des raisons politiciennes et de manière autoritaire et dogmatique à supprimer un jour ARTT à tous les agents du MJSVA.





Plan de développement du sport et budget 2006 Sur fond de mise en place de la LOLF

Le Plan de développement du Sport fait pshitt !

Au jour de la rédaction de cet article, aucune présentation du plan de développement du sport n'a été officiellement faite.

Après l'incompréhension et la déconsidération qu'ont suscitées les reports successifs¹ de son annonce, quelques fuites organisées² nous laissent penser que l'ambition affichée a fait place à un repli stratégique discret, voire honteux.

Pire, le Cnosf qui devait être associé à l'élaboration et à la présentation de ce plan déclare aujourd'hui qu'il n'existe pas.

Reste une vague rumeur orchestrée d'une centaine de millions d'Euro sur 3 ans. Le Snaps ne comptabilise que :

- ✓ 23 M d'Euro maximum³ supplémentaires pour le CNDS 2006, grâce au prélèvement sur les recettes de la Française des Jeux qui passe de 1,78 à 2%⁴,

- ✓ 3 M d'Euro pour les banlieues⁵.

Pour le Snaps, le compte n'y est pas.

La LOLF affole le budget 2006 du MJSVA

La conséquence de la mise en place de la LOLF au 01/01/06 est

que le budget 2006 du MJSVA est illisible.

La prise en compte au titre de 2006 d'éléments nouveaux explicites chiffrés, comme une partie du FNDS, et d'éléments implicites non chiffrés, comme les pensions civiles et certaines prestations familiales, rendent la comparaison avec 2005 très aléatoire.

Toutefois, en raison de la dotation supplémentaire du CNDS, les moyens d'Etat dévolus aux APS (budget MJSVA et CNDS) seront supérieurs en 2006 par rapport à 2005.

Gestion des personnels La grande inconnue

Nos collègues TOS font une nouvelle fois les frais de la volonté gouvernementale de diminution des effectifs⁶.

Concernant les PTP sports, à l'exception de la transformation de 30 postes de PS et CEPJ en CTPS, les mesures suivantes ne sont pas arrêtées :

- ✓ nombre de recrutements de PS et CTPS (en plus des 30 ci-dessus), correspondant notamment aux départs en retraite,

- ✓ nombre de promotions à la HC des PS et CTPS.

Ces chiffres étaient précédemment fixés par le budget. Comment seront prises ces décisions ?

Il n'est donc pas certain que les parlementaires aient voté un budget plus lisible et maîtrisable que précédemment.

La LOLF affole aussi les petits chefs

Un nombre certain de chefs de service n'ont rien compris à la LOLF, malgré les recommandations du ministère du budget.

Celui-ci a pourtant tenu à préciser que :

- ✓ la LOLF était un outil de présentation et de décision à usage des parlementaires nationaux et non un outil de management⁷,

- ✓ les objectifs et indicateurs sont nationaux⁸. Ils ne doivent nullement empêcher les services, établissements et personnels d'assumer d'autres missions pertinentes pour les usagers.

Les textes en vigueur concernant les PTP⁹ étaient de la LOLF avant la LOLF. La synthèse de ces outils ne peut être une simple compilation de données et ne doit en aucun cas brider l'innovation, la diversité et surtout l'investissement qui est indissociable de la motivation.

Si la LOLF pouvait supprimer le syndrome du « petit chef » qui consiste à masquer son mal-être ou incompetence par de l'autoritarisme primaire, nous ferions un grand pas vers la « performance »... Encore faut-il avoir une idée de ce qu'est la performance.

Certains PTP du MJSVA sont régulièrement sollicités par le secteur privé pour en parler, peut-être notre administration pourrait-elle également en profiter...

1) JF Lamour avait annoncé que sa présentation était retardée de quelques jours le 28/09/05.

2) Voir notre Flash-infos n° 05-17 consécutif au CTPM du 23/11/05.

3) Plafonnement budgétaire.

4) Le Cnosf revendique 2,16% rien que pour faire face aux engagements d'équipements (programmes précédents et engagements post " Paris 2012 ").

5) Titre IV exclusivement réservé aux clubs qui oeuvrent dans les quartiers dits sensibles.

6) Ces suppressions " politiques " pourraient très rapidement soit menacer l'existence de nos établissements, soit s'avérer une mauvaise affaire pour les finances de l'Etat (s'il faut renflouer des établissements déficitaires).

7) Encore moins de contrôle.

8) Donc réducteurs pour être lisibles. Imaginer que les indicateurs nationaux seront la somme d'indicateurs individuels attribués à chaque agent confine à l'hérésie...

9) Autonomie d'organisation, contrat d'objectifs ou lettre de mission, bilan annuel.



Le décret CTS adopté lors du CTPM du 18/10/05 Le SNAPS enfin entendu

Une belle victoire syndicale

Même si le passé nous a enseigné la prudence, le Snaps ne boudera pas son plaisir.

Tout d'abord d'avoir voté un texte « gagnant-gagnant » avec l'administration (respect des droits des agents - situation administrative clarifiée - renforcement de la mission éducative du MJSVA).

Ensuite parce que le Snaps peut être fier de sa double victoire, après trente ans d'atermoiement et dix ans de lutte :

☞ contre la volonté politique de se « débarrasser » de ces agents publics en contrepartie de subventions aux fédérations (symbolisée par la tentative « Drut » avortée de 96),

☞ contre la valse hésitation permanente de l'administration centrale sur la situation de ces personnels (symbolisée par la question de leur mise à disposition ou non), qui avait finie par fragiliser la position administrative de nos collègues.

Quelques rappels :

☞ cette fonction née en 1956 (les pionniers) et généralisée en 1960 (après les JO de Rome) a toujours balancé entre « la mise à disposition » (situation administrative précise incluse dans la Loi APS de 1975) et la « position d'activité » classique (Loi APS de 1984),

☞ le concept de « placé auprès de » qui est apparu dans les décrets statutaires de PS (85) et CTPS (04) n'a jamais eu de traduction administrative précise,

☞ l'épisode de 1996, immédiatement contré déjà à l'époque par le Snaps, puis l'instruction JS

98-231 relative aux CT ont achevé de porter la confusion à son comble. Celle-ci n'était pas retombée depuis.

A noter que l'attachement que porte JF Lamour aux CT et la toute nouvelle volonté de dialogue manifestée par la Direction des sports ont facilité cet accord historique.

Une publication imminente

Ayant reçu l'aval du conseil d'Etat, la publication de ce décret, imposé par la dernière écriture de l'art.16 de la Loi 84-610, ne saurait tarder.

Nous pouvons raisonnablement espérer que :

☞ l'existence des CT ne sera plus remise en cause (du moins pour les prochaines années),

☞ leur situation administrative, que certains prétendaient soit illégale, soit indéfinissable, ne souffrira plus ni contestation, ni interprétation.

Ce décret devrait fort logiquement abroger l'instruction JS 98-231 du 21/12/98 *relative aux missions et conditions d'intervention des CTS affectés dans les services déconcentrés*. Cette instruction, que le Snaps avait contestée jusqu'en audience auprès du ministre, n'a fait que complexifier la situation, notamment celle des CTN.

Des textes équilibrés grâce aux amendements du SNAPS

Le décret et la convention-cadre que nous publierons intégralement dans SNAPS/Infos dès leur parution ont été amendés lors de du CTPM du 18/10/05 sur les points suivants :

☞ les décrets de PS et CTPS sont intégrés aux visas (cela conforte la légitimité de ces corps sur ces fonctions),

☞ il n'existe qu'une autorité hiérarchique pour les CT (la directrice des sports pour les PO/HN, les DR pour les CTN et CTR, les DD pour les CTD),

☞ l'arrêté de nomination des CTN et CTR reste soumis aux règles générales de la fonction publique. Le caractère temporel de cet arrêté envisagé un moment a été retiré. La convention cadre précise dorénavant que « les opérations d'affectation et de mutation des personnels sur emploi permanent exerçant la mission de CTS s'inscrivent dans le calendrier des recrutements et du mouvement des personnels, organisé par le ministère ». Seules les lettres de mission sont annuelles ou pluriannuelles,

☞ toute référence à une éventuelle mise à disposition a disparu, y compris le remboursement des salaires des CT par les fédérations,

☞ les CT « peuvent être indemnisés par les fédérations sportives des frais et sujétions¹⁰ auxquels ils s'exposent dans l'exercice de leur missions »,

☞ l'intégralité des documents officiels (lettre de mission, bilan annuel, ordre de mission, etc.) sont du ressort du chef de service. Les relations officielles avec les DTN et élus doivent transiter par le chef de service.

¹⁰ Administrativement sans rapport avec les indemnités ministérielles.



La journée de solidarité 2006 et le CNDS Deux conflits qui n'auraient jamais du exister

Pourquoi JF Lamour Nous vole-t-il un jour ARTT ?

Quelle mouche a donc piqué notre ministre pour qu'il s'enferme dans une attitude aussi agressive dans le cadre de « la journée solidarité » 2006 ?

Le lundi de Pentecôte étant redevenu un jour férié, chaque ministre est dorénavant libre d'adopter un dispositif propre.

Le gouvernement Villepin souhaitant désamorcer la grogne provoquée par cette mesure pour le moins « spéciale » a été très clair et diplomatique à ce sujet.

En effet, la circulaire n° 2103 du 27/09/05 du ministre de la fonction publique précise que :

- « le Premier ministre a décidé que le dispositif serait désormais appliqué avec davantage de souplesse »,
- « plusieurs dispositions, indicatives et non limitatives, pourront être adoptées, notamment : sept heures travaillées, soit continues, soit fractionnées, en jours ou en heures ».

De plus, le comité de suivi ARTT du MJSVA, convoqué à cette occasion, a proposé à l'unanimité des syndicats de confier à chaque CTP local le soin de rechercher la meilleure formule pour les agents soumis à un décompte¹¹ de leur temps de travail.

Malgré cette unanimité en totale cohérence avec les directives de la fonction publique, JF Lamour a imposé le retrait d'un jour ARTT à tous les personnels du MJSVA.

Cette solution est la plus pénali-

sante¹² pour les agents et la plus éloignée du but¹³ annoncé.

L'intransigeance du ministre a conduit la quasi-totalité des syndicats à boycotter le CTPM du 15/12/05 qui devait adopter la mesure. En l'absence de quorum, il a été reconvoqué pour le 30/12/05.

Le CNDS oui, mais !

L'évolution du FNDS vers le CNDS imposée par l'entrée en vigueur de la LOLF au 01/01/06 devait conserver les principes de gestion du FNDS.

JF Lamour ayant en maintes occasions rappelé que l'objectif était d'obtenir un accord avec le CNOSE, le Snaps avait laissé le champ libre à la Direction des sports pour gérer ce dossier.

Comment afficher, comme auparavant, une cogestion avec le mouvement sportif tout en réservant la décision finale à l'Etat (c'est tout de même de l'argent public) ?

L'équation était simple, d'autant que le CNOSE offrait dans la corbeille de mariage un cadeau de taille en ne réclamant pas la parité au niveau national.

De leur côté, les CROS et CDOS revendiquaient cette parité au sein des commissions régionales et départementales.

Le consensus était acquis, il suffisait d'accepter cette parité au sein de ces commissions et de confier la présidence aux DR et DD, en les dotant d'une voix prépondérante en cas d'égalité de vote.

Trop simple direz-vous ! Sûrement puisque la Direction des sports, maladroitement soutenue par le ministre, a réussi la gageure, en

refusant cette parité et en créant une coprésidence entre le DR ou DD et le président du CROS ou CDOS, de :

- fâcher et vexer à la fois le Monde sportif et les personnels du MJSVA, notamment les DR et DD,
- permettre le blocage de ces instances, en cas de refus de signature du président du CROS ou CDOS des convocations ou PV.

Pire, le MJSVA a rejeté l'amendement porté unanimement par tous les syndicats du ministère lors du CTPM du 23/11/05 qui rétablissait la parité et la présidence unique du DR ou DD.

Quel gâchis, quand on sait que le Monde sportif adhérerait en coulisse à cet amendement !

Notons tout de même notre satisfaction de voir d'une part la création des commissions départementales, qui renforcent le rôle des DDJS et d'autre part la responsabilité directe des DR et DD et non plus des préfets sur ces instances.

Jean-Paul Krumbholz

Sans nouvelle de la RADE¹⁴, le Snaps pose lors de chaque CTPM le problème du respect des missions techniques et pédagogiques des DDJS.

Le constat est clair et partagé : seules ces missions¹⁵ justifient leur existence.

Le ministre a ouvert le chantier, c'est maintenant l'affaire de tous. Qu'on se le dise...

11) Pour les agents, comme les PTP, non soumis à décompte horaire, l'application de la journée solidarité est automatique au travers de l'augmentation annuelle de leur temps de travail de 1600 à 1607.

12) 7 heures de plus travaillées et perte d'une journée ARTT.

13) Financement par 7h de travail d'un fond pour les personnes dépendantes.

14) Réforme de l'Administration Départementale de l'Etat.

15) Les autres peuvent se faire au sein de la préfecture.



Chantiers réglementaires

Une affaire trop sérieuse pour la laisser aux seules mains de l'Administration...

Plutôt que de se draper dans une attitude de protestation vertueuse... mais stérile, le SNAPS, syndicat réformiste, a toujours préféré faire avancer ses revendications dans des réunions de travail avec l'administration. Depuis la rentrée de septembre, l'actualité est à cet égard particulièrement riche sur des chantiers réglementaires déterminants pour notre profession. Ainsi un arrêté concernant les conditions de notation des Professeurs de sport est-t-il d'ores et déjà stabilisé, alors qu'une instruction destinée à recentrer les missions des cadres techniques et pédagogiques exerçant dans les services déconcentrés est en préparation. Cependant des textes aussi beaux soient-ils ne résoudront pas tout comme par magie. Il reste aux uns et aux autres à assumer leurs devoirs et à s'en emparer pour faire valoir leurs droits face au caporalisme et l'administratisation rampants.

L'arrêté de notation des Professeurs de sport :

Il reprend l'essentiel de nos amendements visant à clarifier nos relations professionnelles. Pour les services déconcentrés et établissements, la position hiérarchique du seul directeur est réaffirmée : c'est lui qui propose la note et c'est lui qui, le cas échéant, conduit l'entretien. L'arrêté stabilise et consolide les bases contractuelles de nos conditions d'emploi, en effet la lettre de mission ou le contrat d'objectifs et le bilan annuel sont visés. En cas de contestation, ils devront donc être produits à la CAP qui pourra ainsi apprécier les évaluations portées au regard de ces pièces décisives.

Extraits :

Article 3 - Le pouvoir de notation à l'égard des professeurs de sport, régis par le décret du 10 juillet 1985 susvisé, est exercé par le ministre qui établit la notation sur proposition :

1° du directeur régional ou du directeur départemental, pour les personnels respective-

ment en fonction dans les directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports ou dans les directions départementales de la jeunesse et des sports ;

2° du directeur d'établissement, pour les agents en fonction dans les établissements publics placés sous la tutelle du ministre chargé des sports ;

3° du chef de service sous l'autorité duquel ils exercent leurs fonctions, pour les personnels en fonction dans les services centraux du ministère chargé de la jeunesse et des sports.

Article 4 - La fiche de notation de chaque fonctionnaire comprend :

1° une appréciation générale exprimant la valeur professionnelle de l'agent et comportant deux éléments :

a) une appréciation littérale établie au regard des objectifs qui lui ont été assignés (lettre de mission ou contrat d'objectifs), ainsi que de son bilan annuel.

b) l'affectation d'une mention choisie dans une échelle de valeur allant de très bien à

médiocre, pour chacun des critères d'appréciation, comme indiqué dans le tableau figurant en annexe 1 au présent arrêté ;

2° une note chiffrée établie en cohérence avec l'appréciation générale constituée des deux éléments ci-dessus.

Article 5 - La note chiffrée d'un professeur de sport ou d'un fonctionnaire détaché dans ce corps s'établit sur la base d'une note de référence maximale de 100.

Les marges d'évolution de la note sont fixées pour chaque échelon à l'intérieur de chaque grade dans le tableau figurant en annexe 2 au présent arrêté.

Le maintien de la note fait l'objet d'un rapport circonstancié, sauf pour les agents parvenus à la note maximale de l'échelon.

La baisse de la note fait l'objet d'un rapport circonstancié.

Article 6 - La proposition de notation est communiquée au fonctionnaire qui atteste en avoir pris connaissance. Ce visa sera précédé d'un entretien entre le responsable visé à l'article 3 et l'agent noté, si ce dernier en fait la demande.



L'instruction portant missions, obligations de service et conditions d'exercice des cadres techniques et pédagogiques.

Une instruction est en gestation pour reprendre et réaffirmer, dans le contexte de la LOLF et de la réforme de l'Etat, l'essentiel des dispositions déjà existantes, lesquelles encadrent et garantissent l'autonomie d'organisation et le champ des missions des cadres techniques et pédagogiques.

Extraits du projet porté par le SNAPS :

I - CADRE GENERAL.

La présente instruction s'inscrit dans le cadre de la stratégie ministérielle de réforme (SMR) qui doit prendre en compte la mise en oeuvre de la LOLF et la réforme de l'administration départementale de l'Etat appliquées à un ministère de mission. Elle a pour objet de rappeler les missions des cadres techniques et pédagogiques affectés dans les services déconcentrés et établissements du ministère de la jeunesse des sports et de la vie associative, ainsi que les conditions dans lesquelles ils les exercent. (.../...)

II - MISSIONS STATUTAIRES ET DOMAINES D'INTERVENTION.

Dans le cadre ainsi défini, les missions des cadres techniques et pédagogiques peuvent être regroupées en trois domaines d'intervention:

1. la formation,

2. le conseil et l'expertise,
3. l'expérimentation et la recherche.

Dans chacun de ces domaines d'intervention, ces personnels sont amenés à participer à des actions d'information, de promotion et de développement concernant selon leur corps : les activités physiques et sportives ou les activités de jeunesse ou d'éducation populaire.

1 - La formation

Les cadres techniques et pédagogiques exercent des fonctions de formateur qui concernent aussi bien :

- la préparation des sportifs aux compétitions ;
- le renouvellement et le perfectionnement de l'élite ;

- la formation initiale et continue des cadres et animateurs bénévoles ou professionnels des champs de la jeunesse, des sports et de la vie associative. (.../...)

2 - Le conseil et l'expertise

Ils assurent des fonctions de conseil et d'expertise :

- pour la conception et la mise en oeuvre des actions menées par les services ou établissements dans lesquels ils sont affectés;
- pour la conception et la réalisation des projets initiés dans le cadre de programmes ministériels et interministériels; en direction des collectivités territoriales et des partenaires associatifs.





3 - L'expérimentation et la recherche

Ils réalisent des actions d'expérimentation et de recherche conduisant notamment à des publications propres à développer l'innovation dans leur discipline ou leur technique et à en favoriser les évolutions.

III - LES CONDITIONS D'EXERCICE DES MISSIONS.

1 - Cadre général

Les missions des cadres techniques et pédagogiques s'exercent, sous l'autorité de leur chef de service (directeur régional, directeur départemental ou chef d'établissement), au sein d'équipes de travail comprenant des agents appartenant à différents corps et dans le respect des statuts particuliers des corps auxquels ils appartiennent. Ils concourent à la mise en oeuvre de la politique définie par le ministre chargé de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

S'agissant des cadres techniques et pédagogiques exerçant auprès du mouvement associatif dans les champs du sport ou de la jeunesse et de l'éducation populaire, leur programme d'intervention est déterminé par convention et donne lieu à l'établissement d'une lettre de mission.

Un ordre de mission permanent est délivré aux cadres techniques et pédagogiques dans les limites du territoire géographique correspondant à leur affectation.

Une équipe régionale de formation est constituée. Elle regroupe les cadres techniques et pédagogiques du secteur "sport" et du secteur "jeunesse

et éducation populaire" de diverses spécialités, affectés dans les services ou établissements de la circonscription régionale. Cette équipe est coordonnée par le directeur régional. Son plan d'action fait l'objet d'un document prévisionnel.

2 - Lettre de missions

Le plan d'action des cadres techniques et pédagogiques est déterminé chaque année à partir d'une proposition élaborée par l'agent. Il est validé par le chef de service, sous la forme d'une lettre de mission qui inclut notamment la mise en oeuvre des projets correspondant à des programmes ministériels ou interministériels. Ce document définit des objectifs et leurs critères d'évaluation.

La lettre de mission présente un caractère prévisionnel. Des adaptations peuvent, le cas échéant, lui être apportées en cours d'année en fonction des nécessités du service, des instructions ministérielles ou sur proposition de l'agent.

3 - Evaluation

Les cadres techniques et pédagogiques fournissent chaque

année, à leur chef de service, un bilan écrit des actions réalisées. L'évaluation de ces actions doit être faite sur la base du bilan écrit et au regard de la lettre de mission. Dans ces conditions, toute forme d'appréciation du travail fondée sur un contrôle horaire est à exclure.

IV - OBLIGATIONS DE SERVICE - CONGÉS - DROITS À FORMATION.

1 - Durée du travail

Les cadres techniques et pédagogiques en fonction dans les services et établissements relevant du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative relèvent des dispositions de l'article 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000. Pour les agents concernés, quels que soient leur corps et leurs fonctions, le volume annuel de travail est fixé à 1607 heures maximum par an. A ce titre, ils bénéficient d'une large autonomie dans l'organisation de leur travail et ne sont pas soumis à un décompte horaire du temps de travail.

(.../...)

Claude LERNOULD





C'était la voix du SNAPS depuis 13 ans Dominique GAREL a rejoint la centrale " ALLO le SNAPS " change de ton

Au sein du Snaps, Dominique GAREL se présentait comme responsable du secrétariat, elle était en fait en décharge syndicale au titre de l'UNSA/Education et du Snaps, elle était donc tout simplement membre de notre équipe.

Arrivée le 6 novembre 1992, elle a supporté et épaulé trois secrétaires généraux (Jean Boiteux, Lucien Thomas et Jean-Paul Krumbholz). Il n'y a pas de médaille chez nous, mais cela représente assurément une performance.

N'ayant pu obtenir la mutation en province qu'elle visait ces dernières années, Dominique a souhaité réintégrer l'administration centrale du MJSVA, où elle était affectée avant son arrivée chez nous. Elle est dorénavant à la DJEPVA, au bureau de la promotion de la vie associative.

Le bureau national du Snaps lui a adressé au nom de tous nos

adhérents nos meilleurs vœux d'épanouissement dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

Face à ce départ, le bureau national a préféré attribuer au titre de l'année scolaire 05/06 l'ensemble des décharges dont nous disposons à nos représentants élus, sans chercher à remplacer Dominique, elle n'aura donc pas de successeur. C'est pourquoi, vous n'entendrez plus dorénavant une charmante voix féminine vous répondre « allô le Snaps ».

Dorénavant, ce sont trois mousquetaires, Gérard Leteissier, Claude Lernoould et Jean-Paul Krumbholz, qui assurent un maximum de présence à notre bureau au sein de la Maison du sport français. Le quatrième, un peu plus froid répond justement au doux nom de « répondeur », soyez gentils avec lui, c'est le seul qui ne vous contredira jamais.

Comme nous nous efforçons de le faire chaque année vous

trouverez ci-dessous, la répartition des décharges de service dont le Snaps dispose (elles sont attribuées à l'UNSA/Education en fonction des voix obtenues lors des élections aux différents comités techniques paritaires, puis réparties entre les syndicats du champ proportionnellement au nombre d'adhérents de chaque syndicat). La nouveauté, c'est l'attribution d'une décharge complète à Gérard Leteissier, qui a choisi de nous rejoindre après avoir occupé les fonctions de chef de bureau du « bureau des politiques éducatives territoriales » à la DJEPVA, la mission de ce bureau étant devenue à ses yeux plus ou moins aléatoire.

Vous trouverez également un organigramme du BN réactualisé suite au départ en retraite de Michèle Leclercq, qui reste toutefois membre du bureau national jusqu'au congrès 2006. Nous aurons donc le temps d'en reparler...

Prénom Nom	Affectation	2004/05	2005/06
Franck BAUDE	DDJS de l'Ariège	50%	50%
Daniel DUBOIS	DRDJS des Pays de la Loire	80%	100%
Dominique GAREL	Administration Centrale	100%	0%
Gilles HAMON	DRDJS PACA	0%	20%
Alain JEHANNE	DRDJS de Basse Normandie	30%	30%
Jean-Paul KRUMBHOLZ	DRDJS d'Ile de France	100%	100%
Michèle LECLERCQ	DRDJS d'Ile de France	20%	0%
Claude LERNOULD	DDJS du Val d'Oise	100%	100%
Gérard LETEISSIER	Administration Centrale	20%	100%
Jean-François TALON	DRDJS d'Ile de France	20%	20%



ORGANIGRAMME DU BUREAU NATIONAL

Année scolaire 2005/06

Secrétaire général
Jean Paul KRUMBHOLZ
Secrétaire général adjoint
Claude LERNOULD
Secrétaires nationaux
Franck BAUDE
Joël COLCHEN
Daniel DUBOIS
Daniel GAIME
Alain JEHANNE
Michèle LECLERCQ
Gérard LETESSIER
Ludovic MARTEL
Jean François TALON

ORGANISATION FONCTIONNELLE

(le premier nommé est le coordonnateur du secteur)

Secteur " ENCADREMENT DES APS "

(diplômes des APS, VAE, RNCP, CPC)

Daniel GAIME, Alain JEHANNE, Ludovic MARTEL, Jean François TALON

Secteur " VIE PROFESSIONNELLE "

(statuts, compétences, missions évaluation, notation)

Alain JEHANNE, Claude LERNOULD, Jean François TALON, Gérard LETESSIER, Daniel GAIME

Secteur " INSTANCES PARITAIRES "

(CAP, CTPM, CHSM, CTPC)

Joël COLCHEN, Jean Paul KRUMBHOLZ et les commissaires paritaires

Secteur " VIE INTERNE "

(syndicalisation, fichier des adhérents, formation syndicale, suivi vie régionale, statuts et règlement intérieur)

Gérard LETESSIER, Daniel GAIME, Daniel DUBOIS, Claude LERNOULD, Joël COLCHEN, Jean François TALON

Secteur " FINANCES "

(cotisations, ressources, comptabilité)

Daniel DUBOIS, Gérard LETESSIER

Secteur " INFORMATIQUE ET COMMUNICATION "

(gestion du site et du forum, boîte aux lettres, revue SNAPS/INFOS, Flash/infos, relation presse)

Daniel GAIME, Jean Paul KRUMBHOLZ, Franck BAUDE



4 octobre 2005 : impressions ...

Près d'un million de salariés du public et du privé défilaient ce 4 octobre, dans de nombreuses villes françaises à l'appel de la plupart des centrales syndicales.

Dans Paris, entre la République et la Nation, combien étions-nous ? Difficile à dire, comme toujours. Ce qui est sûr, c'est que nous avons mis plus d'une heure avant de démarrer.

Il faut dire que la C.G.T. avait fait fort question mobilisation ; et puis une surprise : La C.G.C.

Et le service public ? Après les retraites, la sécu, c'est la notion même d'intérêt général qui est remis en cause : tout est-il marchandise ? L'éducation et la formation livrées au secteur commercial, est-ce la garantie d'un meilleur service ? Est-ce la garantie d'une égalité des chances selon les origines socio-professionnelles, les secteurs d'activités, les volontés politiques locales ?

Certains partis politiques, sur le bord de la manifestation,

Cinq heures de marche, parfois animées par des sonos excessives, entre " chacun sa route, chacun son destin " et " tomber la chemise "... le plus souvent silencieuses, d'un calme ; pas celui qui précède la tempête, mais celui qui exprime la résignation, une fois la colère froide rentrée.

Et parmi les manifestants, quelques profs de sport franciliens, convaincus au fond d'eux-mêmes qu'il fallait être là, tout en se demandant à quoi bon tout ça ...



Les cadres du secteur privé qui défilent, c'est rare et étonnant... Seraient-ils en train de prendre conscience que les licenciements, la précarité, les délocalisations, ça n'arrive pas qu'aux autres ?

voulaient nous rappeler, les uns la souveraineté du peuple, les autres la nécessité du grand soir, d'autres encore le respect du vote négatif du projet de constitution européenne...

Nous n'aurons pas les Jeux en 2012 ; les politiques, très (trop ?) présents au printemps, sont partis à l'automne sur d'autres combats ; le mouvement sportif a tourné la page et n'a plus que le C.N.D.S. comme préoccupation, les D.D.J.S. s'organisent pour garantir leur existence demain, et nous, nous attendons toujours ce plan B, promis au lendemain de l'échec de Paris 2012...

Gérard LETESSIER



Le S.N.A.P.S bientôt en congrès à Aix en Provence

Le cœur de la vie syndicale bat au rythme des congrès bisannuels qui, au-delà du renouvellement de ses responsables nationaux, déterminent les positions du syndicat sur tous les sujets touchant directement ou indirectement nos métiers, nos missions, nos statuts.

Aix-en-Provence 2006 ne dérogera pas à ce fonctionnement. Du 16 au 18 mai prochains, la section régionale de Provence, emmenée par notre secrétaire régional Gilles Hamon, accueillera le congrès national de S.N.A.P.S. au C.R.E.P.S.

Le congrès national, c'est un moment privilégié pour débattre entre nous de l'actualité professionnelle, de l'actualité sportive, de l'actualité socio-économique.

Il ne m'appartient pas ici de développer : le rapport d'activités présenté par le secrétaire

général, Jean Paul Krumbholz, au nom du bureau national, sera largement diffusé au début de l'année 2006. Il constituera le texte sur lequel chaque syndiqué devra, après en avoir discuté avec ses collègues, se prononcer par un vote.

L'organisation d'un congrès dans chaque région permettra d'organiser ces discussions et sera l'occasion de faire remonter contributions et questions qui alimenteront les travaux du congrès national.

Il faudra, par ailleurs, renouveler une partie du conseil national. En effet, conformément aux textes, ce conseil national est renouvelé par moitié tous les deux ans.

Le conseil national étant composé de 24 membres, c'est donc 12 membres qu'il faudra élire.

A ce sujet, l'année 2006 est une

année charnière : en effet, sur les 12 membres sortants, cinq ne se représenteront pas puisqu'ils feront légitimement valoir leur droit à pension (autrement dit, ils partent à la retraite).

Il est donc essentiel de solliciter des collègues pour donner du sang neuf à notre organisation.

Celle-ci se porte bien : avec plus de 20 % du corps syndiqué au S.N.A.P.S. et la majorité dans toutes les instances paritaires, nous sommes, de loin, l'organisation la plus représentative au sein de notre ministère ; cela nous donne une force indéniable lors des discussions avec l'administration et le cabinet du Ministre.

Un conseil national rajeuni et féminisé serait un signe fort supplémentaire de notre vitalité.

Opération statutaire	Date limite
Dépôt des candidatures au conseil national (1)	3 mars 2006
Réception du matériel de vote (expédition à l'adresse des adhérents)	24 mars 2006
Organisation des congrès régionaux	14 avril 2006
Réception au siège national des contributions, amendements et questions issus des congrès régionaux	28 avril 2006
Recollement des votes (au début du congrès)	16 mai 2006

(1) : vous trouverez une fiche type de candidature sur notre site.(joindre une photo)



Ils nous quittent

Le SNAPS fait incontestablement partie du paysage sportif français.

Pas un chef de service décentré de notre ministère, pas un président de fédération ou de ligue qui n'ait eu un jour ou l'autre contact avec un de nos représentants syndicaux.

Cette réalité, cette force, chacun y participe, là où il agit, avec ses convictions et ses doutes, avec son cœur et avec ses tripes, avec sa personnalité souvent forte.

Parce qu'ils sont habitués à affronter adversaires ou éléments, les responsables syndicaux issus du milieu sportif sont patients, persévérants voire parfois têtus et acharnés.

Il n'est pas question ici, de faire l'apologie des collègues qui quittent le Conseil national.

Simplement leur rendre hommage pour le travail



accompli exclusivement au profit du métier et des collègues.

Alors, Michèle, Michel, Christian, Daniel et Ludo, merci pour votre engagement, merci pour votre persévérance, merci pour votre entêtement, merci pour votre acharnement.

Sachez que vous avez été dignes de vos prédécesseurs ; sachez que nous essaierons d'être dignes de vous.

Bonne retraite pour vous quatre, en espérant avoir de vos nouvelles de temps en temps ;



bonne chance dans ton nouvel environnement, Ludo ; ton esprit et ta rigueur nous manqueront.





REPRESENTATIVITE ?

Le principe de base du droit syndical français est celui de la liberté syndicale. Nul ne peut être empêché de se syndiquer, nul ne peut y être obligé. Concernant les fonctionnaires, ce droit ne leur a été accordé qu'en 1924.

Représentant, représentation, représentativité, termes auxquels on adjoint le qualificatif "syndical(e)", ont la même racine latine "repraesentare" qui signifie reproduire, dans le sens d'être l'image, le symbole, la personification. Cette notion de reproduction ou représentation d'une réalité concrète ou abstraite prend tout son sens dans les disciplines artistiques (on parlera, par exemple de représentation théâtrale).

Contrairement aux apparences, la notion de représentation syndicale n'est pas si éloignée de ces origines. Evoquer ce concept, c'est se poser la question de la justesse du message que nous entendons porter, qui se doit d'être le plus conforme possible à la réalité complexe de la situation professionnelle vécue par nos collègues et à l'environnement dans lequel ils exercent. "Parler au nom de" suppose donc d'être en mesure de comprendre cette réalité et de se donner les moyens de l'infléchir dans le sens des valeurs de justice, d'humanité et de solidarité que nous défendons. Mais c'est aussi se poser la question de l'image que nous renvoyons, et donc de la représentation que nos collègues ont du syndicalisme en général et du SNAPS en particulier. Nous passerons rapidement sur les caricatures qui en sont faites ici ou là. La seule réponse valable à apporter se trouve dans les actions que nous menons et dans le fonctionnement démocratique de notre syndicat.

Qu'en est-il donc de la représentativité du SNAPS ? Selon le principe bien connu de la bouteille à moitié vide, certains collègues estiment hâtivement que puisque 22% des CTP Sport adhèrent au SNAPS, et que par voie de conséquence 78% n'y adhèrent pas, ce dernier n'aurait que peu de légitimité à les représenter. C'est ignorer les principes du droit syndical dans la fonction publique qu'il convient donc ici de rappeler.

Le principe de base du droit syndical français est celui de la liberté syndicale. Nul ne peut être empêché de se syndiquer, nul ne peut y être obligé.

REPRESENTATION

Le syndicat est un corps intermédiaire entre les salariés et les employeurs, les individus et les pouvoirs publics, qui tend aujourd'hui à déborder l'action purement revendicative pour accéder à un rôle éducatif, à un rôle de représentation des intérêts professionnels auprès des pouvoirs publics, et même, à un rôle de participation à l'élaboration des décisions de l'Etat. Cette dernière fonction est particulièrement avérée en ce qui concerne la fonction publique pour laquelle la loi fait une large place aux organisations syndicales au sein des instances de réflexion, de concertation et de décision aux échelons locaux et nationaux. (Comités Techniques Paritaires, Commissions Administratives Paritaires, Comités d'Hygiène et de Sécurité, Commissions Consultatives...). La règle qui prévaut dans ces différentes instances est celle de la parité (moitié de représentants élus des organisations syndicales, moitié de représentants de l'administration). Il a souvent été rappelé dans ces pages combien sont nombreux les actes et décisions de l'administration dont ces différentes instances ont à connaître. Les représentants des organisations syndicales n'y siègent pas pour y défendre ou y représenter des adhérents, mais l'ensemble de leurs collègues, syndiqués ou non, parce qu'ils sont élus "représentant du personnel" par l'ensemble de la profession.

REPRESENTATIF ?

Oui, le SNAPS est incontestablement le syndicat représentatif de la profession. Ce qui fonde sa représentativité, c'est le résultat des élections professionnelles lors desquelles il a recueilli 80% des suffrages des professeurs de sport. Acter le vote majoritaire pour le SNAPS et lui contester ensuite cette légitimité collective en arguant d'une "majorité non-adhérente" relève donc soit d'une incompréhension de la place et du rôle des organisations syndicales au sein de la fonction publique, soit d'un déni de la démocratie représentative.

REPRESENTANT

Le représentant syndical n'est pas l'émissaire chargé de défendre les intérêts des seuls adhérents au sein des instances dans lesquelles il siège en qualité de "représentants du personnel". Il est au contraire celui qui s'efforce de témoigner des aspirations et des besoins de l'ensemble de ses collègues auprès de l'administration, mais aussi des instances syndicales nationales. S'il peut être amené à défendre une situation individuelle, c'est l'intérêt collectif qui doit guider son action. En retour, les collègues doivent admettre que des outils démocratiques existent et qu'il ne tient qu'à eux de s'y exprimer et de les faire fonctionner. Toute action individuelle ou collective qui prétendrait s'affranchir de ces réalités est pour le moins périlleuse, car seul le mandat syndical permet de dépasser les limites qu'impose le statut des fonctionnaires (obligation d'obéissance, obligation de discrétion professionnelle, etc...)

LIBERTE

"Qu'attendez-vous pour vous syndiquer et de quel droit prétendez-vous recueillir vous-mêmes, non syndiqués, les bénéfices de l'action que les syndiqués exercent au profit de tous ?" Cette citation de Jean JAURES est à replacer dans son contexte historique. Nous l'avons dit, la liberté syndicale c'est aussi le droit de ne pas se syndiquer. Les choix de chacun doivent être respectés et le militantisme ne se décrète pas. Mais cette liberté a son pendant, tout droit créant des devoirs. En l'occurrence, il s'agit de reconnaître l'existence des outils de concertation et de dialogue institués et la légitimité des représentants syndicaux régulièrement élus.

Si la représentativité du SNAPS ne peut être contestée, son message sera d'autant plus pertinent que nous serons nombreux à animer le débat dans les régions et à faire vivre ses instances.

En quelque sorte, on a le syndicat que l'on mérite ...

Stéphane PASSARD



CONSEILLER TECHNIQUE ET PEDAGOGIQUE SUPERIEUR

	Brut	INM	Brut mensuel	Durée	Cotisation SNAPS		Brut	INM	Brut mensuel	Durée	Cotisation SNAPS
4ème	HEA3	962	4 305,83 €	1 an	252 €	CLASSE NORMALE					
4ème	HEA2	915	4 095,46 €	1 an	240 €						
4ème	HEA1	880	3 938,81 €	1 an	231 €						
3ème	1015	820	3 670,25 €	2 ans	216 €	11ème	1015	820	3 670,25 €	2 ans 6 m	216 €
2ème	966	782	3 607,59 €	2 ans	204 €	10ème	966	782	3 500,17 €	2 ans 6 m	204 €
1er	901	733	3 280,85 €		192 €	9ème	901	733	3 280,85 €	2 ans 6 m	192 €
HORS CLASSE						8ème	835	683	3 057,05 €	2 ans	177 €
						7ème	772	634	2 837,73 €	2 ans	165 €
						6ème	716	592	2 649,74 €	2 ans	153 €
						5ème	664	553	2 439,37 €	2 ans	144 €
						4ème	618	517	2 314,05 €	2 ans	135 €
						3ème	565	477	2 135,01 €	2 ans	123 €
						2ème	506	435	1 947,02 €	2 ans	114 €
						1er	427	378	1 691,90 €		99 €

PROFESSEUR DE SPORT

	Brut	INM	Brut mensuel	Durée	Cotisation SNAPS		Brut	INM	Brut mensuel	Anci	Choix	Grand choix	Cotisation SNAPS
7ème	966	782	3 500,17 €	3 ans	204 €	CLASSE NORMALE							
6ème	910	740	3 312,18 €	3 ans	192 €								
5ème	850	694	3 106,29 €	2 ans 6 m	180 €								
						11ème	801	657	2 940,68 €	5 a 6 m	3a 6m	3 ans	171 €
4ème	780	641	2 869,06 €	2 ans 6 m	165 €								
						10ème	741	611	2 734,79 €	5 ans	3a 6m	3 ans	159 €
3ème	726	600	2 685,55 €	2 ans 6 m	156 €								
						9ème	682	566	2 533,37 €	4a 6m	3a 6m	2a 6m	147 €
2ème	672	559	2 502,04 €	2 ans 6 m	145 €								
						8ème	634	530	2 372,24 €	3a 6m	3 ans	2a 6m	138 €
1er	587	494	2 211,10 €		129 €	7ème	587	494	2 211,10 €	3a 6m	3 ans	2a 6m	129 €
HORS CLASSE						6ème	550	466	2 085,78 €	3a 6m	3 ans	2a 6m	120 €
						8ème	510	438	1 960,45 €	2a 6m	2 ans		114 €
						7ème	480	415	1 857,51 €	1 an			108 €
						6ème	450	394	1 763,51 €	9 mois			102 €
						2ème	423	375	1 678,47 €	3 mois			96 €
						1er	379	348	1 557,62 €				96 €

CHARGÉ D'ENSEIGNEMENT EPS

	Brut	INM	Brut mensuel	Durée	Cotisation SNAPS		Brut	INM	Brut mensuel	Anci	Choix	Grand choix	Cotisation SNAPS
5ème	966	782	3 500,17 €	4 ans	204 €	HORS CLASSE							
4ème	910	740	3 312,18 €	4 ans	192 €								
3ème	850	694	3 106,29 €	3 ans 6 m	174 €								
2ème	810	663	2 967,53 €	3 ans	160 €	6ème	801	657	2 940,68 €	5 a 6 m	3a 6m	3 ans	171 €
1er	741	611	2 734,79 €		159 €	5ème	801	657	2 940,68 €	5 a 6 m	3a 6m	3 ans	171 €
CLASSE EXEPTIONNELLE						4ème	741	611	2 734,79 €	5 ans	3a 6m	3 ans	159 €
						3ème	801	657	2 940,68 €	5 a 6 m	3a 6m	3 ans	171 €
						2ème	682	566	2 533,37 €	4a 6m	3a 6m	2a 6m	147 €
						1ème	682	566	2 533,37 €	4a 6m	3a 6m	2a 6m	147 €
Classe normale	Brut	INM	Brut mensuel	Avancement	Choix	Grand choix	Cotisation SNAPS						
11ème	646	539	2 412,52 €	4 ans 6 mois	3 ans 6 mois	2 ans 6 mois	141 €						
10ème	608	510	2 282,72 €	4 ans 6 mois	3 ans 6 mois	2 ans 6 mois	132 €						
9ème	570	481	2 152,92 €	4 ans	3 ans 6 mois	2 ans 6 mois	126 €						
8ème	539	457	2 045,49 €	3 ans 6 mois	3 ans	2 ans 6 mois	120 €						
7ème	504	433	1 938,07 €	3 ans 6 mois	3 ans	2 ans 6 mois	111 €						
6ème	478	414	1 853,03 €	3 ans 6 mois	3 ans	2 ans 6 mois	108 €						
5ème	449	393	1 759,04 €	2 ans 6 mois	2 ans		102 €						
4ème	423	375	1 678,47 €	1 an 6 mois	1 an		96 €						
3ème	395	358	1 602,38 €	1 an 6 mois	1 an		93 €						
2ème	366	338	1 512,86 €	1 an			87 €						
1er	306	296	1 324,87 €				78 €						



MON ADHESION AU SNAPS ME DONNE DROIT A :

- Contribuer financièrement à l'indépendance du SNAPSPayer ma Cotisation (tarif en annexe)
- Des échanges personnalisés par E-mail avec les membres du bureau nationalsnaps@unsa-education.org
- Des informations personnalisées par Téléphone avec un membre du bureau national#1-40-78-28-58 ou 60
- Une aide personnalisée pour défendre votre situation face à votre directeurAssistance juridique
- Des informations privilégiées par lettre électroniqueFLASH-info
- Une réduction d'impôt* sur le revenu égale à66% des cotisations versées
- Une représentation pour un environnement de travail sain et sans dangerCommission Hygiène et Sécurité
- Une représentation pour un cadre de travail équitable, juste et équilibréCommission Technique Paritaire
- Une représentation pour les nominations, promotions, disciplineCommission Administrative Paritaire
- Un espace d'échanges sur le Forumhttp://snaps.unsa-education.org/forum
- Un bulletin trimestriel d'informationSNAPS-Infos
- La consultation des informations sur le site internethttp://snaps.unsa-education.org

*La réduction d'impôt ne s'applique pas aux bénéficiaires de traitements et salaires admis à justifier du montant de leurs frais réels.

Bulletin d'adhésion au SNAPS(Syndicat National des Activités Physiques et Sportives) Maison du Sport Français - 1 avenue Pierre de Coubertin - 75640 PARIS Cedex 13

IDENTIFICATION PERSONNELLE (à l'usage exclusif du SNAPS)				AFFECTATION (informations sur le bulletin de paye)			
Nom Naissance	M / Melle			Libellé			
Nom Marital	Mme			Code Postal			
Prénom				Ville			
Téléphones	# _ / _ _ / _ _ / _ _ # _ / _ _ / _ _ / _ _			Téléphone	# _ / _ _ / _ _ / _ _		
E-mail	@			E-mail	@jeunesse-sports.gouv.fr		
Adresse				Affectation N° poste	Tps partiel	Année Congé Rémunérée	Hors Cadre
Code Postal					% <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ville							
GRADE ACTIVITE (informations sur le bulletin de paye)				GRADE ORIGINE Détachement <input type="checkbox"/> Retraite <input type="checkbox"/>			
Grade et Classe	Salaire Brut	Echelon	Date Dernière Promotion	Note	Grade et Classe	Date de commencement	

Je règle ma cotisation€ ☐ par prélèvement (avec l'autorisation ci-dessous), ☐ par chèque(s) daté(s) du jour (maximum 3)

DateSignature du DébitéurJoindre le Paiement

AUTORISATION DE PRELEVEMENT DES COTISATIONS SNAPS

J'autorise l'établissement bancaire teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différent directement avec le créancier.

N° National émetteur
110 809

Loi n°78-17 du 6 janvier 1973 relative à l'informatique, aux fichiers et aux données

Les informations recueillies dans la présente autorisation de prélèvement ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure que pour les seules nécessités de la gestion ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par cette même loi.

DEBITEUR => Titulaire du compte				CREANTIER	
Nom et Prénom				Désignation	CASDEN Banque Populaire
Adresse					Recouvreur pour le compte du SNAPS
Code Postal				Adresse	77424 Marne la Vallée Cedex 02
Ville					
COMPTE A DEBITER => Identification nationale RIB				Domiciliation =>	
Banque	Code Guichet	N° de Compte	Clé RIB	Adresse	
-----	-----	-----	--	Code Postal	
				Ville	

DateSignature du DébitéurJoindre un RIB



Les secrétaires régionaux du SNAPS

ALSACE	SNAPS 01 40 78 28 58	Maison du Sport Français 01 40 78 28 59	1, av. Pierre de Coubertin	75640 PARIS CEDEX 13 snaps@unsa.org
AQUITAINE	M. LETTERON Hervé 06 83 33 67 49	19, rue Chabry		33000 BORDEAUX herve.letteron@wanadoo.fr
AUVERGNE	M. GAIME Daniel 04 73 55 03 66	Le Laire 04 73 34 91 79 06 72 94 61 81		63500 LE BROCC daniel.gaime@wanadoo.fr
BASSE-NORMANDIE	M. JEHANNE Alain 02 31 43 26 46	10, rue de Montreal 06 78 88 50 51		14000 CAEN alain.jehanne@wanadoo.fr
BOURGOGNE	M. LECKI Bruno 03 80 31 81 94	5 bis rue de la Colombière 03 80 68 39 25		21000 DIJON bruno.lecki@jeunesse-sports.gouv.fr
BRETAGNE	M. GADBIN Arnaud 02 23 48 24 14	Les Esnaudais 06 88 47 10 60		35320 LE SEL DE BRETAGNE arnaud.gadin@jeunesse-sports.gouv.fr
CENTRE	M. VENDROT Michel 02 38 63 64 46	116, rue de l'Aisne 02 38 77 49 18 06 64 52 73 28		45160 OLIVET michel.vendrot@jeunesse-sports.gouv.fr
CHAMPAGNE	M. RALITE Frantz 03 26 70 42 67	15, rue de l'Eglise 03 26 26 98 23		51510 COOLUS frantz.ralite@wanadoo.fr
CORSE	M. MARTEL Ludovic 04 95 34 40 24	Lot. Caraghja N°14 04 95 45 01 35 06 70 63 89 77		20600 FURIANI ludovic.martel@wanadoo.fr
COTE D'AZUR	M. TRILLING Walter 04 93 74 61 97	Villa le Belvedere 06 61 48 30 54	Impasse du Belvedere	06600 ANTIBES trilling.walter@wanadoo.fr
FRANCHE-COMTE	M. VALOGNES Eric 03 84 44 79 97	7 rue du Prenot 03 84 35 27 27 06 89 79 11 09		39570 NOGNA eric.valognes@jeunesse-sports.gouv.fr
GUADELOUPE	M. ROBERT Geoffroy 0 590 83 18 81	Tour Miquel N°3 06 90 35 36 86	Esc. A app 321	97110 POINTE A PITRE geoffroy.robert2@wanadoo.fr
HAUTE-NORMANDIE	M. MADILLAC Patrice 02 35 74 03 94	30, Résidence la Chesnaye 02 32 18 15 88		76960 N.D. DE BONDEVILLE patrice.madillac@jeunesse-sports.gouv.fr
ILE DE FRANCE	M. LERNOULD Claude 06 74 28 53 41	8, rue des Ormetaux 01 40 78 28 58		95450 FREMAINVILLE claudelernould@wanadoo.fr
LANGUEDOC ROUSSILLON	M. MOREAU Michel 04 66 28 82 82	Le Micocoulier 06 87 22 32 53	4 rue Maurice Ravel	34830 CLAPIERS snaps.mich.moreau@wanadoo.fr
LIMOUSIN	M. ALLAMAN Jean-Marc 05 55 33 92 27	12, rue Georges Duhamel 06 73 68 27 07		87100 LIMOGES jean-marc.allaman@jeunesse-sports.gouv.fr
LORRAINE	M. BACHELIER Christophe 03 83 20 47 64	64, rue du Général Leclerc 06 80 40 05 59 03 83 21 25 10		54220 MALZEVILLE christophe.bachelier@jeunesse-sports.gouv.fr
MIDI-PYRENEES	M. PERROT André 05 65 35 02 45	7, avenue du Maréchal Juin 05 34 41 73 00 06 70 81 33 74		46000 CAHORS ar.perrot@wanadoo.fr
NORD PAS DE CALAIS	M. PASSARD Stéphane 03 20 61 55 30	200 rue Pulmez 06 32 22 06 81		59310 LANDAS stephane.passard@free.fr
PAYS DE LOIRE	M. DUBOIS Daniel 08 70 68 73 49	6, rue des Quatre Peupliers 06 22 38 55 90		44190 CLISSON daniel.dubois9@libertysurf.fr
PICARDIE	M. DELAFOLIE M-Hélène 03 44 48 92 08	19, rue Lucien Laine 03 44 06 06 06	Res. les 3 Rivières	60000 BEAUVAIS delafolie@hotmail.com
POITOU-CHARENTE	M. FAVREAU Vincent 05 46 35 25 30	27 Chemin Rochelais 06 75 02 80 56		17290 AIGREFEUILLE D'AUNIS vincent.favreau@jeunesse-sports.gouv.fr
PROVENCE	M. HAMON Gilles 04 91 62 83 00	Les Hauts de Niel n°1 06 07 38 91 17	Route d'Aix	13510 EGUILLES crg.hamon@wanadoo.fr
LA REUNION	M. BOUVARD Guy 02 62 52 58 80	La Bretagne 02 62 20 96 73	8, chemin des Vacoas	97490 STE CLOTILDE g.bouvard@wanadoo.fr
RHONE-ALPES	M. PARDO Alain 04 72 84 10 57	35, Cours Richard Vitton 06 81 63 89 14		69003 LYON alainpardo@jeunesse-sports.gouv.fr
MARTINIQUE	M. VASSARD Léo Edmond 0 596 59 03 17	Rés. du Mome des Pères 0 696 83 53 26		97228 SAINTE LUCE leo.vassard@jeunesse-sports.gouv.fr
GUYANE	SNAPS 01 40 78 28 58	Maison du Sport Français 01 40 78 28 59	1, av. Pierre de Coubertin	75640 PARIS CEDEX 13 snaps@unsa.org
NOUVELLE CALEDONIE	SNAPS 01 40 78 28 58	Maison du Sport Français 01 40 78 28 59	1, av. Pierre de Coubertin	75640 PARIS CEDEX 13 snaps@unsa.org
TAHITI	SNAPS 01 40 78 28 58	Maison du Sport Français 01 40 78 28 59	1, av. Pierre de Coubertin	75640 PARIS CEDEX 13 snaps@unsa.org